

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master

Spécialité : Audit et contrôle de gestion

THEME :

**Impact de l'application de la norme
ISA530 sur un audit légal
CAS: Cabinet Ernst & Young**

Présenté par :

Mr Tighza Hamza

Encadré par :

Mme CHAMI Fatima Zohra

Maitre de conférences B

Année universitaire

2024-2025

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master

Spécialité : Audit et contrôle de gestion

THEME :

**Impact de l'application de la norme
ISA530 sur un audit légal
CAS: Cabinet Ernst & Young**

Présenté par :

Mr Tighza Hamza

Encadré par :

Mme CHAMI Fatima Zohra

Maitre de conférences B

**Année universitaire
2024-2025**

Sommaire :

Chapitre1: Cadre conceptuel des normes ISA et de l'audit légal	5
Section 01: L'audit légal : Définition et principes fondamentaux:	7
1. Generalite sur l'audit legal:	7
2. Le rôle de l'auditeur légal et responsabilités	19
3. Les principes fondamentaux :	25
Section 02: Cadre conceptuel des normes ISA:	28
1. Generalite sur les normes isa.....	28
2. Les approches d'audit	36
3. Présentation de la norme ISA 530:.....	38
Section 03: Articulation entre les normes ISA et l'audit légal:	41
1. Articulation entre les normes ISA et l'audit légal :	41
2. Interactions de la norme ISA 530 avec les autres normes dans le processus d'audit légal :	41
3. Contribution de l'ISA 530 à l'efficacité et à la pertinence du processus d'audit :	43
4. Limites et défis liés à l'application des normes ISA dans l'audit légal :	44
Chapitre2:Analyse de l'impact de la norme ISA 530 sur la conduite d'un audit légal.....	49
Section 01: Présentation de EY (ernest and young).....	51
1. Historique de EY (ERNST & YOUNG):	51
2. Présentations de EY :	53
3. Service du cabinet EY:.....	55
3. Présentations de techSsolution Ltd :	58
Section 02: Impact de la norme ISA 530 sur un audit légal :.....	60
1. Amélioration de la fiabilité des conclusions:	60
2. Principes et Méthodologie de l'Échantillonnage selon l'ISA 530 :	61
3. Contribution de l'ISA 530 à la Fiabilité des Conclusions d'Audit:	65
4. Applications Pratiques de l'ISA 530 dans l'Audit Légal des États Financiers:.....	66
5. Gestion des anomalies détectées:	67
Section 03: Étude de cas et analyse pratique:	72
1. Cadre théorique:	72
2. Méthodologie de la recherche:	72
3. Présentation d'une démarche d'audit légal réalisée selon l'ISA 530:	74
4. Discussion et interprétation des résultats:	77
5. Limites rencontrées dans l'application de l'ISA 530:	79

Dédicace :

Je dédie ce travail à :

À ma mère adorée, ma chère maman, toi qui es bien plus qu'une mère, ma confidente et l'inspiration de ma vie. Chaque effort, chaque page de ce mémoire t'est dédiée. J'espère de tout cœur que tu es fière de moi et que j'ai su répondre à tes attentes. Ton amour inconditionnel et ton soutien sans faille ont été ma force. Merci pour tout ce que tu es, je t'aime infiniment.

À mon père, mon héros, cher papa, toi qui as toujours été mon protecteur, jamais tu n'as failli. Ton dévouement, tes nuits de labeur pour me permettre de me consacrer à mes études, sont le socle de ce travail. Ce mémoire est le fruit de tes sacrifices. Ma gratitude envers toi est éternelle, et mon amour pour toi, sans mesure. Merci de tout cœur.

À ma chère famille, je vous adresse ma profonde reconnaissance, en particulier à mon oncle et sa femme, qui ont été pour moi des seconds parents, ainsi qu'à mes cousins et cousines. Votre soutien constant tout au long de mon parcours académique m'a porté. Vous êtes une source précieuse de force et d'encouragement, et je vous remercie du fond du cœur.

À mes amis inoubliables, Amel, Mohamed , Badis, Akram, Nassim, Anis, Ziad, Islem, Fethi, Sidali , Taha et Talal, Vous avez rendu cette aventure académique mémorable. Vos rires, vos encouragements et votre présence ont illuminé mon chemin. Vous resterez à jamais gravés dans mon cœur. Merci pour ces moments partagés et pour votre amitié indéfectible.

Que ce mémoire soit l'aboutissement de vos vœux les plus chers et le reflet de votre soutien indéfectible. Ce travail est autant le vôtre que le mien, et je l'offre avec toute ma gratitude.

Avec tout mon amour et ma reconnaissance,

Hamza

Remerciements :

Au terme de ce travail de recherche, je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers Allah, qui m'a donné la force, le courage et la détermination nécessaires pour mener à bien ce projet, si cher à mon développement intellectuel et professionnel.

Ce mémoire, fruit d'un long parcours académique marqué par des efforts intenses, des recherches approfondies et des moments de doute, n'aurait pas vu le jour sans le soutien précieux de nombreuses personnes exceptionnelles. Je souhaite leur rendre hommage pour leur contribution inestimable.

Tout d'abord, je remercie chaleureusement mon encadrante, Mme Chami Fatima Zohra, pour sa guidance éclairée et son expertise remarquable. Vos conseils avisés, votre patience et votre engagement constant ont été les piliers de ce travail. Votre soutien indéfectible m'a permis de dépasser mes limites et de produire un mémoire dont je suis profondément fier.

Mes remerciements vont également au directeur de l'établissement, Pr Hachemaoui Mohamed, ainsi qu'à l'ensemble du corps enseignant. Vos savoirs partagés, votre passion pour l'apprentissage et votre dévouement à l'excellence ont grandement enrichi ma formation. Vous avez inspiré ma réflexion et guidé mon parcours académique avec une rigueur qui restera une source d'inspiration.

Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux collaborateurs d'Ernst & Young Algérie, qui m'ont accompagné et encadré tout au long de mon stage. Votre expertise pratique et vos conseils ont été essentiels pour relier la théorie à la réalité du terrain, enrichissant ainsi ma compréhension de l'audit légal.

Enfin, j'espère que ce mémoire contribuera, même modestement, à l'avancement des connaissances dans le domaine de l'audit. Ce travail représente une étape importante dans mon parcours, et je suis infiniment reconnaissant envers toutes les personnes qui ont rendu cette réalisation possible.

Avec toute ma gratitude,

Hamza

Liste des figures :

<i>Figure 1 : Les types d'audit</i>	<i>11</i>
<i>Figure 2 : Schéma descriptif des missions de l'auditeur</i>	<i>23</i>
<i>Figure 3 : Organigramme de EY Algérie.....</i>	<i>56</i>
<i>Figure 4 : Pyramide hiérarchique de EY Algérie.</i>	<i>57</i>
<i>Figure 5 : Etapes d'application de la norme ISA530</i>	<i>66</i>

Liste des Tableaux:

Tableau 1 : Evolution de l'objet de l'audit	8
Tableau 2 : Tableau comparatif entre l'audit externe et interne.....	13
Tableau 3: Différence entre audit légal et contractuel	18
Tableau 4: Liste des normes ISA	30
Tableau 5 : Analyse des effets de l'ISA 530 sur la qualité de l'audit légal	60
Tableau 6 : Comparaison entre échantillonnage statistiques et échantillonnage non statistiques.....	61
Tableau 7 : Détermination du PM :.....	73
Tableau 8 : Détermination du ET :.....	74
Tableau 9 : Les seuils d'investigation	74
Tableau 10 : Extraction du Grand Livre des comptes charges	76
Tableau 11 : Outputs de EY logiciel	77

Liste des abréviations :

Abréviations	Significations
CAC	Commissaire Aux Comptes
CNCC	Compagnie Nationale des Commissaires Aux Comptes
CRA	Combined Risk Assesement
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
ET	Erreur Tolérable
EY	Ernst & Young
SCF	Système comptable financier
IAASB	International Accounting and Assurance Standards Board
IFAC	International Federation of Accountants
ISA	International Standards on Auditing
PM	Planning Matérialité
SI	Seuil d'Investigation ou d'Identification

Résumé

Ce mémoire s'intéresse à l'impact de la norme internationale d'audit ISA 530, relative à l'échantillonnage en audit, sur la conduite et la qualité d'un audit légal. Dans un contexte marqué par la complexité croissante des opérations économiques et la nécessité de garantir la fiabilité de l'information financière, la mise en œuvre rigoureuse des normes ISA s'avère cruciale, notamment pour les commissaires aux comptes. La norme ISA 530 fournit un cadre méthodologique pour sélectionner des éléments représentatifs, évaluer les anomalies détectées et en tirer des conclusions pertinentes sur l'ensemble des états financiers.

Le travail s'articule autour d'un cadre conceptuel présentant les normes ISA et leur articulation avec les exigences de l'audit légal, suivi d'une étude approfondie de la norme ISA 530. Une partie pratique, appuyée par le fonctionnement du cabinet EY, permet de mesurer concrètement les effets de l'application de cette norme sur la fiabilité des conclusions d'audit, la gestion des anomalies, et la documentation des procédures. Il en ressort que l'ISA 530, en apportant rigueur, traçabilité et professionnalisme aux travaux d'audit, contribue significativement à renforcer la qualité et la crédibilité des audits légaux.

Mots clés : ISA, anomalies, audit légal, procédures

المخلص

تهتم هذه المذكرة بدراسة تأثير المعيار الدولي للتدقيق ISA 530 ، المتعلق باستخدام أسلوب المعاينة في التدقيق، على سير وجودة عملية التدقيق القانوني. في ظل تعدد العمليات الاقتصادية المتزايدة والحاجة الملحة إلى ضمان موثوقية المعلومات المالية، تبرز أهمية التطبيق الصارم للمعايير الدولية للتدقيق، خصوصاً بالنسبة للمدققين القانونيين. ويُعدّ المعيار ISA 530 إطاراً منهجياً يُمكن من اختيار عناصر ممثلة، وتقييم الانحرافات المكتشفة، واستخلاص استنتاجات دقيقة وشاملة بشأن القوائم المالية ككل.

تنقسم هذه الدراسة إلى جزأين: جزء نظري يعرض الإطار المفاهيمي للمعايير الدولية للتدقيق، مع التركيز على علاقتها بمتطلبات التدقيق القانوني، يليه جزء تطبيقي يتناول تحليلاً معمقاً للمعيار ISA 530 ويستند الجانب العملي إلى تجربة مكتب EY ، مما يتيح تقييم الأثر الفعلي لتطبيق هذا المعيار على موثوقية استنتاجات التدقيق، ومعالجة الانحرافات، وتوثيق الإجراءات المُعتمدة.

وتُبرز النتائج أن المعيار ISA 530 ، من خلال ما يوفره من دقة، وقابلية للتتبع، واحترافية في تنفيذ إجراءات التدقيق، يُسهم بشكل فعال في تعزيز جودة ومصداقية مهام التدقيق القانوني.

الكلمات المفتاحية : المعايير الدولية لمراجعة الحسابات , موثوقية المعلومات المالية , الإجراءات.

Abstract

This report looks at the impact of International Standard on Auditing (ISA) 530 on audit sampling on the conduct and quality of a statutory audit. In a context marked by the increasing complexity of economic operations and the need to guarantee the reliability of financial information, the rigorous implementation of ISAs is crucial, particularly for statutory auditors. ISA 530 provides a methodological framework for selecting representative items, evaluating detected anomalies and drawing relevant conclusions about the financial statements as a whole.

The work is structured around a conceptual framework presenting the ISAs and how they relate to statutory audit requirements, followed by an in-depth study of ISA 530. A practical section, based on the work of EY, provides a concrete assessment of the effects of applying this standard on the reliability of audit conclusions, the management of anomalies and the documentation of procedures. It emerges that ISA 530, by bringing rigour, traceability and professionalism to audit work, makes a significant contribution to strengthening the quality and credibility of statutory audits.

Key words : ISA, statutory audit, traceability , anomalies.
--

Introduction générale

Depuis plusieurs années, des scandales financiers mondiales comme Enron, Parmalat, Lehman Brothers ou le plus récent Wirecard ont mis en lumière les lacunes dans les systèmes de contrôle interne et dans certains cas, les limites imposées par l'intervention des auditeurs officiels. Ces événements ont souligné le besoin capital d'un audit rigoureux, indépendant et normalisé, capable de déceler les anomalies significatives dans les états financiers et de renforcer la confiance du public dans les informations comptables. L'audit légal, visant à assurer la sincérité, la régularité et la fidélité des comptes d'une entité dans le cadre d'une intervention réglementée, s'est ainsi imposé comme un pilier fondamental de la gouvernance d'entreprise.

Historiquement, l'audit trouve ses origines dans l'Antiquité, lorsque des fonctions de contrôle étaient déjà en place au sein de grandes institutions, notamment en Égypte et à Rome. Toutefois, c'est avec la révolution industrielle et l'émergence du capitalisme moderne que le rôle de l'auditeur prend une importance croissante. La séparation entre les actionnaires et les dirigeants entraîne un besoin accru de transparence et de contrôle, ce qui met en évidence la nécessité de faire appel à des tiers indépendants pour garantir la fiabilité des états financiers. Dans un contexte économique où la transparence et la fiabilité des informations financières sont essentielles, l'audit légal joue un rôle crucial pour garantir la justesse des comptes des entreprises. Cet audit, encadré par des normes internationales, permet de rassurer les parties prenantes, des investisseurs aux autorités. Parmi ces normes, l'**ISA 530 (Audit Sampling)** structure le travail des auditeurs en leur offrant des méthodes claires pour sélectionner et vérifier un échantillon de données, réduisant ainsi les risques d'erreurs tout en améliorant l'efficacité. Cependant, son application dans des contextes variés, comme celui des entreprises technologiques, soulève des questions sur son impact réel en termes de qualité et de fiabilité. C'est dans cette optique que s'inscrit notre mémoire, intitulé « ***L'impact de la norme ISA 530 sur la conduite d'un audit légal*** », avec une étude de cas fictive sur TechSolutions Ltd., auditée selon les pratiques du cabinet EY.

Notre problématique est la suivante : ***L'application de la norme ISA 530 permet-elle de garantir une meilleure détection des anomalies significatives dans un audit légal ?***

Pour explorer cette problématique, nous abordons plusieurs questions secondaires :

- Qu'est-ce qu'un audit légal et quelles sont ses bases théoriques ?
- Quels sont les principes et les techniques de la norme ISA 530 ?

- Comment mesurer la fiabilité et l'efficacité d'un audit légal ?
- Quels outils soutiennent l'application de l'ISA 530 ?
- Quels défis surgissent lors de son utilisation ?
- Comment l'ISA 530 est-elle appliquée dans l'audit des entreprises ?

Pour répondre à ces questions, nous avons formulé trois hypothèses principales, qui seront testées au fil de l'analyse :

- Hypothèse 1:** La norme ISA 530 améliore la fiabilité des audits légaux en structurant l'échantillonnage des données ;
- Hypothèse 2:** L'utilisation d'outils numériques, comme EY logiciel, renforce l'efficacité de l'ISA 530 dans les audits ;
- Hypothèse 3:** Un échantillon réduit ou des contraintes techniques peuvent limiter l'impact de l'ISA 530.

Ce mémoire a pour objectif d'évaluer l'apport de la norme ISA 530 à la qualité des audits légaux, tout en identifiant les défis pratiques de son application. Nous adoptons une approche descriptive pour expliquer les concepts théoriques et une analyse pratique pour examiner un cas concret. Cette démarche combine une revue des normes internationales avec une étude des résultats d'audit pour mesurer l'impact de la norme.

Le mémoire est structuré en deux chapitres, divisé en trois sections :

Chapitre 1 : Fondements théoriques de l'audit légal et de la norme ISA 530

- **Section 1 : Définition et principes fondamentaux** : Cette section définit l’audit légal, son historique, ses objectifs, et le distingue de l’audit interne, tout en présentant ses principes fondamentaux, comme l’intégrité.
- **Section 2 : Cadre conceptuel des normes ISA**: Elle explore les normes internationales, notamment celles de l’IAASB, et leur rôle dans la structuration des audits.
- **Section 3 : Articulation entre les normes ISA et l’audit légal**: Cette section détaille les exigences, les techniques d’échantillonnage, et l’apport de l’ISA 530 à la fiabilité et à l’efficacité des audits.

Chapitre 2 : Application pratique de la norme ISA 530

- **Section 1 : Présentation du cabinet EY** : Cette section décrit les pratiques d’audit d’EY, avec un accent sur l’utilisation d’outils numériques comme EY Helix.
- **Section 2 : Effets de l’ISA 530 sur la qualité des audits** : Elle analyse comment la norme améliore la fiabilité, la gestion des erreurs, et la documentation des audits.
- **Section 3 : Étude de cas sur TechSolutions Ltd.** : Cette section examine l’application de l’ISA 530 dans l’audit de TechSolutions Ltd., en évaluant les résultats (audit de 15 écritures sans erreur), les défis, et l’impact de la norme.

À travers cette recherche, nous visons à démontrer l’importance de la norme ISA 530 pour des audits légaux fiables et efficaces, tout en proposant des solutions et des recommandations pour surmonter ses limites pratiques.

Chapitre 1:

Cadre conceptuel des normes ISA et de l'audit légal

Section 1 : L'audit légal : Définition et principes fondamentaux

Section 2 : Cadre conceptuel des normes ISA

Section 3 : Articulation entre les normes ISA et l'audit légal

Introduction du chapitre 1:

L'audit légal, en tant que mission définie par la loi, s'inscrit dans un cadre normatif et réglementaire structuré visant à garantir la transparence, la fiabilité et l'exactitude des informations financières émises par les entités économiques. Il ne s'agit pas simplement d'une procédure technique, mais d'un processus hautement responsable visant à satisfaire aux exigences d'intérêt public. L'exécution de cette mission s'appuie sur un ensemble de normes nationales et internationales en évolution constante, qui ont pour objectif d'harmoniser les pratiques et d'améliorer la qualité de l'audit.

En Algérie, la réglementation de l'audit légal a été progressivement modernisée, en particulier avec l'adoption de la loi n°10-01 du 29 juin 2010 qui encadre l'exercice des professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé. Cette réglementation a favorisé une structuration accrue de la profession et a ouvert la voie à l'harmonisation des pratiques nationales avec les normes internationales, notamment les Normes Internationales d'Audit (ISA).

L'objectif de ce chapitre est d'examiner de manière approfondie les bases juridiques et professionnelles de l'audit légal, en mettant en évidence la relation entre la législation algérienne, les normes internationales et les orientations des organismes de réglementation. Il aidera également à identifier les défis associés à l'adoption des ISA en Algérie, ainsi que leur impact sur la professionnalisation et la légitimité de la fonction d'audit.

Section 01: L'audit légal : Définition et principes fondamentaux:

Pour comprendre l'impact de la norme ISA 530 sur les audits légaux, il est essentiel de commencer par définir ce qu'est un audit légal et ses bases. Cette section pose les fondations en expliquant ce qu'implique un audit légal, pourquoi il est important, and comment il est structuré. Elle s'articule autour de plusieurs points clés : d'abord, une vue d'ensemble sur l'audit légal, ses objectifs et son rôle ; ensuite, les principes fondamentaux qui guident les auditeurs pour assurer un travail fiable et de qualité. Ces éléments préparent le terrain pour analyser comment des normes comme l'ISA 530 s'intègrent dans ce cadre.

1. Généralité sur l'audit légal:

L'audit légal est une partie importante du contrôle des entreprises par des personnes extérieures. Il est obligatoire, fait par un auditeur indépendant et vise à vérifier que les états financiers sont corrects et honnêtes. Des définitions ont été proposées par des experts et des auteurs, expliquant les bases et l'importance de cette mission. Cette partie va expliquer ce qu'est l'audit légal et quels sont ses objectifs dans la situation économique et les règles actuelles.

1.1 Historique de l'audit :

L'audit, en tant que pratique de vérification et de contrôle des comptes, trouve ses origines dans l'Antiquité. Déjà dans les civilisations mésopotamiennes et égyptiennes, des méthodes rudimentaires de contrôle des richesses et des ressources publiques étaient mises en place pour garantir la transparence dans la gestion des biens de l'État. Toutefois, c'est dans la Rome antique que l'on retrouve les prémices de l'audit externe avec des fonctionnaires chargés d'examiner la gestion financière des administrateurs publics.

Au Moyen Âge, l'émergence des échanges commerciaux en Europe et la montée en puissance des guildes ont entraîné une formalisation accrue des pratiques comptables. C'est notamment avec la création des premières compagnies commerciales que le besoin de certifier les comptes devient plus pressant. L'audit demeurait toutefois une pratique informelle, essentiellement interne.

Le véritable essor de l'audit en tant que discipline professionnelle intervient au XIXe siècle, en parallèle avec la révolution industrielle et la création des sociétés anonymes. L'essor du capitalisme, la séparation croissante entre la propriété et la gestion des entreprises, et le

développement des marchés financiers ont imposé une exigence accrue de transparence et de sécurité financière. C'est en Grande-Bretagne, avec l'édiction des premières lois obligeant les entreprises à faire certifier leurs comptes par un auditeur externe, que l'audit moderne prend forme.

Au XXe siècle, la profession se structure autour de normes professionnelles, de codes déontologiques et d'organismes de régulation. L'internationalisation des marchés financiers, à partir des années 1970, a accéléré la nécessité d'harmoniser les pratiques d'audit au niveau mondial. Cela a conduit à la création de l'**International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB)**, qui édite les normes ISA (International Standards on Auditing), devenues aujourd'hui la référence pour les audits financiers dans de nombreux pays, y compris en Algérie.

L'audit est ainsi passé d'un simple outil de vérification des comptes à une fonction stratégique de gouvernance, visant à renforcer la transparence, la confiance des parties prenantes, et la qualité de l'information financière.¹

Nous pouvons résumer l'historique de l'audit dans le tableau suivant :

Tableau N° 01 : Evolution de l'objet de l'audit

Période	Prescripteurs de l'audit	Auditeurs	Objectifs de l'audit
2000 avant JC à 1700	Rois, empereurs, église et état	Ecrivains	<ul style="list-style-type: none"> • Punir les détourners de fonds • Protection du patrimoine
1700 à 1850	Etats, tribunaux commerciaux et actionnaires	Comptables	<ul style="list-style-type: none"> • Répression de la fraude • Protection du patrimoine

¹ lejeune g. et emmerich j.p., audit et commissariat aux comptes, éditions gualino, 1re édition, paris, 2014, p. 15-17.

1850 à 1900	Etats et actionnaires	Comptables et juristes	<ul style="list-style-type: none"> • Evitement des fraudes et des erreurs ; • Attestation de la fiabilité du bilan.
1900 à 1940	Etats et actionnaires	Professionnels de l'audit et de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Evitement des fraudes et des erreurs ; • Attestation de la fiabilité des états financiers historiques.
1940 à 1970	Etats, Banques et actionnaires	Professionnels de l'audit et de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation de la fiabilité des états financiers,
1970 à 1990	Etats, tiers et actionnaires	Professionnels de l'audit et de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> • Attestation de la qualité du contrôle interne.

Source: Lionel Colin et Gérard Valin, Audit et contrôle interne, Série Dalloz, 1992,4 édition , Page 22.

1.2. Définition de l'audit:

L'audit joue un rôle fondamental dans les processus de gouvernance, de contrôle et de transparence au sein des organisations. Il représente actuellement un instrument indispensable pour évaluer l'exactitude de l'information financière et l'efficacité des processus internes. Son champ d'action ne se restreint pas à une simple vérification comptable, mais s'inscrit dans une approche plus large visant à garantir et évaluer les risques.

D'après l'expert en audit **Jean-Pierre Cotteret**, l'audit est défini comme suit : « *Une évaluation effectuée par un expert qualifié et impartial dans le but de formuler un avis*

argumenté sur la conformité, la véracité et l'efficacité d'une information ou d'un ensemble d'opérations d'une entreprise, en se référant à des critères de qualité. »¹.

Cette définition souligne les aspects essentiels de l'audit : la compétence, l'indépendance, le respect des normes et l'objectif critique. Elle met en avant le fait que l'audit ne se limite pas à une simple analyse technique, mais qu'il repose sur un discernement professionnel basé sur des critères objectifs.

Une autre définition est proposée par **Alvin A. Arens**, professeur émérite et auteur de référence dans le domaine de l'audit, qui stipule que : « ***l'audit est un processus systématique qui consiste à obtenir et à évaluer de façon objective des éléments probants à l'égard d'assertions relatives à des actions et à des événements de nature économique, en vue de vérifier le degré de correspondance entre ces assertions et les critères établis, et de communiquer les résultats aux utilisateurs intéressés. »².***

Cette approche met l'accent sur la démarche structurée de l'audit, sa dimension objective et fondée sur la preuve, ainsi que son rôle de communication à des tiers. Elle insiste également sur l'importance des critères d'évaluation et de la confrontation entre les faits et les normes de référence. Par extension, l'audit exercé par un auditeur est un processus critique, méthodique et documenté, effectué par un professionnel compétent et indépendant, permettant de recueillir des informations objectives, pour déterminer dans quelle mesure les éléments du système cible satisfont aux exigences du référentiel du domaine concerné ou aux critères d'audit

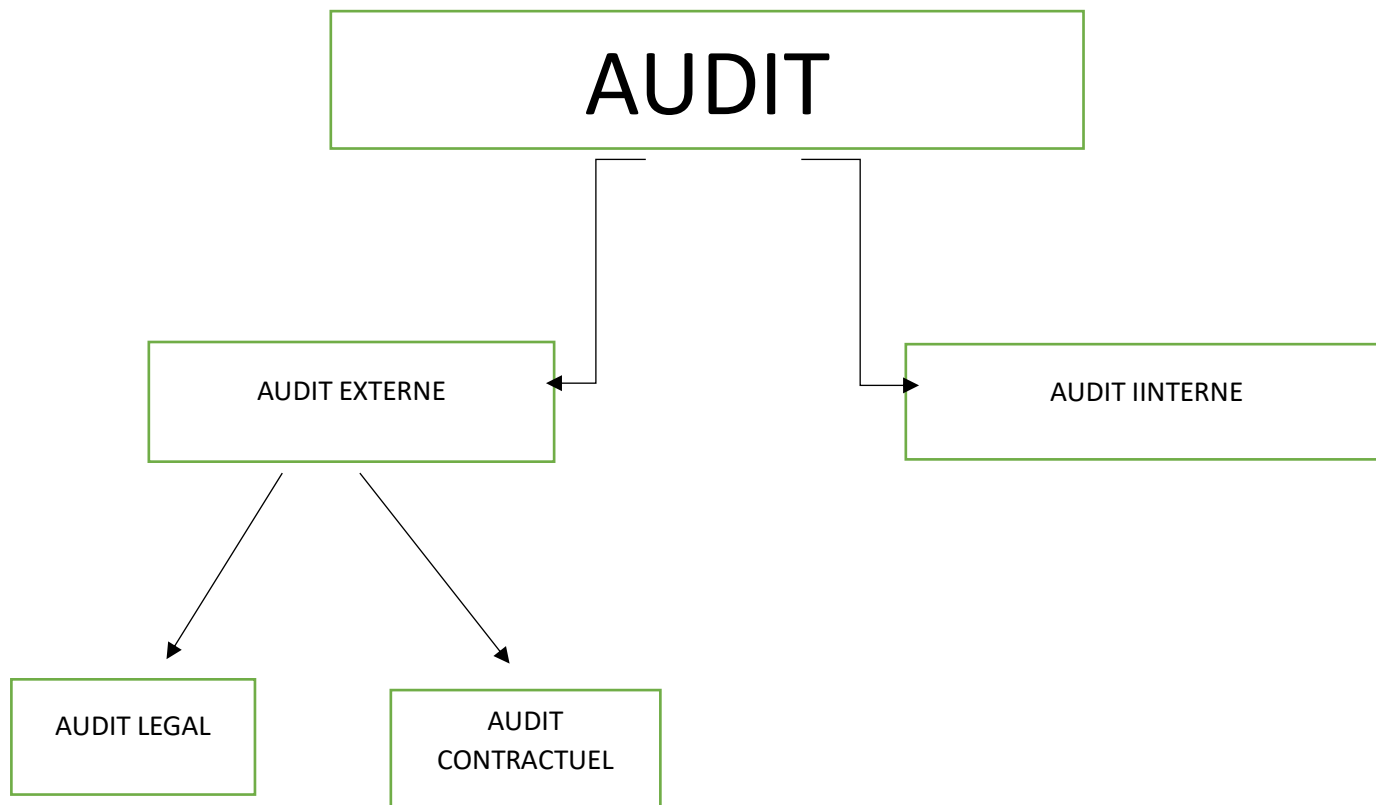
¹ S.debbache , N.bellizim , évaluation des risques d'audit par l'auditeur légal cycle immobilisations corporelles , mémoire de master en sciences financières, esgen , kolea , juin 2023 , p 4

² Idem , p4

1.3. Les types d'audit :

Nous pouvons résumer les types d'audit selon le schéma suivant :

FIGURE N° 01: Les types d'audit



Source : M.Zaafraane, L'efficacité du commissariat aux comptes en vertu de l'application des normes ISA(International Standards on Auditing) Cas des commissaires aux comptes Algériens , revue finance et marche , universite de mostaganem , p100 , 2016.

1.3.1 L'audit interne :

La définition officielle de **l'audit interne** par l'**IIA** (*Institute of Internal Auditors*), qui fait autorité au niveau international, est la suivante : « *L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte des conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.* »¹.

¹ <https://www.iiamaroc.org/definition-de-laudit-interne/> , consulte le 14/05/2025 a 18:48

L'audit interne a pour finalité d'aider les dirigeants à exercer leurs responsabilités efficacement, en fournissant des analyses et recommandations. Il est souvent utilisé dans les groupes ou holdings pour évaluer les stratégies managériales et la conformité des pratiques internes.

1.3.2 L'audit externe :

L'audit externe, réalisé par un auditeur indépendant, constitue un examen formel des états financiers d'une entité en vue de certifier leur régularité et leur conformité aux normes comptables. Selon l'IAASB (2009), « *l'audit externe est un processus par lequel un auditeur indépendant obtient des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler une opinion quant à savoir si les états financiers, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.* » ¹.

L'audit externe est une mission réalisée par un professionnel indépendant de l'entreprise. Il vise à certifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle des états financiers. Cette mission est souvent imposée par la loi pour les entreprises publiques économiques et les grandes sociétés privées.²

L'audit externe ne se limite pas à la comptabilité : il s'étend à l'ensemble des fonctions qui participent à la production de l'information financière. Il s'assure de la cohérence des systèmes d'information, des procédures de gestion, et de la fiabilité des résultats communiqués.

1.3.3 L'audit légal :

Il s'agit d'une forme d'audit externe **obligatoire et encadrée par la loi**, effectuée par un **commissaire aux comptes**. Qui sera l'objet de cet étude. L'audit légal est également appelé **commissariat aux comptes**, et il couvre aussi des **missions particulières** : vérification des conventions réglementées, égalité entre actionnaires, signalement des irrégularités, etc.

¹ https://www.ibr-ire.be/docs/default-source/fr/documents/reglementation-et-publications/normes-et-recommandations/isa/isa-nouvelles-et-revisees/isa-nouvelles-et-revisees-2017/isa-200_fr_2023.pdf?sfvrsn=d08485db_3 consulte le 14 /05/2025 a 17:55

² lattari samir, ouali lamine , l'audit légal des états financiers cas d'une société de production, mémoire de master en sciences financières, université mouloud mammeri , tizi-ouzou , 2014,p11

1.3.4 L'audit contractuel :

l'audit contractuel est reconnu par la doctrine comme une mission **non obligatoire**, effectuée selon les termes d'un **accord entre l'auditeur et l'entité**, en dehors du cadre légal ou réglementaire. Selon **Benaïcha** , enseignant-chercheur algérien : « *L'audit contractuel est une mission volontaire initiée par l'entreprise pour répondre à un besoin spécifique, et menée selon les modalités définies par un contrat passé avec le professionnel de l'audit.* »¹.

1.3.4 Comparaison entre l'audit externe et l'audit interne :

Tableau N° 02 : Tableau comparatif entre l'audit externe et interne

AUDIT EXTERNE	AUDIT INTERNE
<ul style="list-style-type: none">-L'audit est accompli par un professionnel qui exerce de manière indépendante vis-à-vis de l'entreprise.-L'audit est une obligation légale dont l'objectif principal est d'informer les tiers sur le degré de confiance que l'on peut accorder aux documents financiers.-Le passage en revue des opérations et du contrôle interne est fait principalement pour déterminer l'étendue des contrôles et la fiabilité des documents financiers.-L'auditeur externe s'intéresse plus aux postes du bilan et de gestion. Aussi, il organise son travail en fonction des rubriques du plan comptable.-L'auditeur externe n'est pas concerné par la détection et la Prévention des fraudes, sauf si les documents financiers peuvent s'en trouver affectés de manière importante ou	<ul style="list-style-type: none">-L'audit accompli par une personne de l'entreprise.-L'audit est au service de la direction, son objectif est d'assister les membres de la direction dans l'exécution efficace de leurs responsabilités.-L'examen du contrôle interne et des opérations est fait, principalement, pour provoquer des améliorations et conduire à l'application stricte des politiques et des procédures instituées dans l'entreprise et n'est pas limité aux aspects financiers et comptables.-L'audit interne s'intéresse pratiquement à toutes les activités de l'entreprise, le travail est subdivisé en fonction des différents départements opérationnels, unité service, etc.

¹ Benaïcha, K, Audit financier : Approche théorique et pratique. Alger,2017, Office des Publications Universitaires (OPU),p2.

dans le cas où il reçoit un mandat spécial à cet effet.	-L'auditeur est directement concerné par la détection et la prévention des fraudes.
-L'examen des données qui viennent à l'appui des documents financiers est périodique, une fois par an (bilan) et à l'occasion de l'audit d'interim qui intervient en cours d'année.	-L'auditeur doit être indépendant mais soumis aux besoins qui émanent des responsables de l'entreprise. -La revue des activités de l'entreprise est permanente.

Source : So.lattri , La.ouali , L'audit légal des états financiers Cas d'une société de production , mémoire de master en sciences commerciales, université mouloud mammeri , tizi-ouzou , 2014-2015, p9

1.4 Cadre conceptuel de l'Audit légal en Algérie :

Dans une économie où la transparence et la confiance dans les informations financières sont importantes, l'audit légal est devenu un élément clé pour contrôler et réguler les entreprises. Il répond à un besoin grandissant de sécurité et de confiance pour les employés et les partenaires externes, comme les investisseurs et les autorités.

L'audit légal est un processus organisé et normalisé qui a pour but de donner un avis objectif sur la vérité et la conformité des états financiers. Cela assure que les comptes montrent bien la vraie situation économique de l'entreprise et protège aussi l'intérêt de tous.

Dans ce système, l'auditeur légal a une tâche technique et morale : vérifier les comptes en suivant les règles professionnelles et les lois. Son indépendance est un principe important qui lui permet de faire son travail de manière juste et précise. L'auditeur ne se contente pas de certifier, il surveille aussi et peut repérer les problèmes, prévenir les dangers et aider à améliorer les méthodes de gestion.

1.4.1 Définitions de l'audit légal :

L'audit légal est un contrôle externe **obligatoire**, exercé par un professionnel compétent et indépendant, appelé **commissaire aux comptes (CAC)**. Il consiste en un **examen des états financiers** d'une entreprise, en vue d'exprimer une opinion motivée sur leur **régularité, sincérité et image fidèle**.

L'Audit légal selon l'Ordre des Experts Comptables Américains est : « ***L'audit comptable et financier est l'examen auquel procède un professionnel indépendant en vue d'exprimer une opinion motivée sur la régularité des états financiers.*** »¹

L'audit légal est défini comme étant « ***un contrôle obligatoire des comptes annuels réalisé par une personne indépendante qui apporte un regard extérieur et une assurance indépendante qui renforcent la crédibilité de l'information dans l'entreprise. Les réformes de l'économie entamée en Algérie en plaçant l'entreprise comme agent économique privilégié dans l'accumulation de richesse, ont permis de donner à l'information financière toute l'importance qui lui manquait auparavant, d'où l'imposition avec force du contrôle légal comme garant indispensable de la fiabilité et de la sincérité de cette information.*** »²

L'audit financier qui est défini comme étant « ***un examen auquel procède un professionnel compétent et indépendant permet à ce même professionnel de donner une opinion indépendante sur les comptes sociaux individuels ou consolidés d'une entité, et ce, par rapport à un référentiel comptable donné, en veillant à ce que les comptes donnent une « image fidèle » du résultat des opérations et de la situation financière de l'entité.*** »³

L'audit légal est « ***une activité permettant la certification des comptes annuels d'une entité entreprise ou association*** »⁴

En effet, L'audit légal est une mission indépendante, régie par la loi, qui a pour but de vérifier que les états financiers d'une entreprise sont corrects et fiables. L'audit légal, que ce soit selon des organisations internationales comme l'Ordre des Experts-Comptables américains ou dans des pays comme l'Algérie, se base sur les mêmes principes essentiels : compétences, indépendance, méthode stricte et but d'assurance.

Ce n'est pas seulement un contrôle des comptes, mais aussi un acte de confiance qui assure que l'information financière est claire pour ceux qui s'y intéressent. L'auditeur légal aide beaucoup à éviter les problèmes, à améliorer la gestion et à rendre l'entreprise plus fiable sur le plan économique et institutionnel.

¹ So.lattri , La.ouali , L'audit légal des états financiers Cas d'une société de production , mémoire de master en sciences commerciales, université mouloud mammeri , tizi-ouzou , 2014-2015, p9 .

² H.Hora , S. Lahmar , Etude du rôle de l'auditeur légal dans la gouvernance de L'entreprise , mémoire de master en sciences financières et comptabilité , université mouloud mammeri , tizi-ouzou, 2017,p 16

³ Y.Djekidel ,L'audit légal en Algérie : un développement vers L'adoption d'un référentiel national d'audit , in revue Recherches économiques et managériales Vol: 13, N°:01,2019,p45 .

⁴ M. Favier , L'audit légal un outil qualité et de pilotage de la Performance des entités , Gestion et management, 2013, p14 .

En résumé, l'audit légal est un processus organisé et obligatoire. Il a pour but de protéger l'intérêt public en s'assurant que les comptes d'une entreprise montrent bien sa vraie situation financière, selon les règles de comptabilité en vigueur.

1.4.2 Les objectifs de l'audit légal :

L'audit légal, ou commissariat aux comptes, constitue un instrument fondamental dans le dispositif de contrôle et de transparence financière au sein des entités économiques. Son rôle ne se limite pas à une simple vérification technique des états financiers, mais s'inscrit dans une logique plus globale de gouvernance, de crédibilisation de l'information financière et de renforcement de la confiance entre les différents acteurs économiques. En Algérie, dans un contexte de réformes économiques et comptables profondes, l'audit légal poursuit plusieurs objectifs stratégiques ¹ :

- **Certification de la régularité, de la sincérité et de l'image fidèle des comptes :**

L'audit légal vise avant tout à s'assurer que les états financiers d'une entité sont conformes aux normes comptables en vigueur, notamment au Système Comptable Financier (SCF), inspiré des normes IAS/IFRS. L'objectif ici est de délivrer une **opinion motivée** sur la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes, en rapport avec la situation patrimoniale, financière et les résultats de l'entreprise à une date donnée. Cette mission donne à l'information financière une **valeur probante** auprès des utilisateurs internes et externes.

- **Réduction de l'asymétrie d'information :**

Dans tout système économique, un décalage existe entre les dirigeants (producteurs d'information) et les parties prenantes (actionnaires, banques, État, fournisseurs, etc.), qui en sont les consommateurs. L'audit légal a pour rôle de **réduire cette asymétrie**, en apportant une opinion indépendante et fondée sur des normes professionnelles rigoureuses. Cela permet de limiter les risques de manipulations comptables, d'erreurs ou d'informations biaisées.

- **Renforcement de la transparence financière :**

La transparence est une condition essentielle pour la stabilité financière des entreprises et du système économique en général. En certifiant que l'information publiée respecte les normes

¹ Y.Djekidel 2019 , op.cit , p47.

en vigueur, l'audit légal joue un rôle de **garant de la transparence**. Cette transparence est d'autant plus cruciale dans les sociétés à capitaux publics, dans les entreprises cotées, ou encore dans les structures bénéficiant de financements extérieurs.

- **Mise en place d'un mécanisme de bonne gouvernance :**

L'un des objectifs majeurs de l'audit légal est de favoriser l'émergence d'une **culture de gouvernance d'entreprise**. En exerçant un contrôle externe indépendant, l'auditeur légal participe à la responsabilisation des dirigeants, à la prévention des conflits d'intérêts, à la détection des anomalies, et à la mise en place de mécanismes d'alerte. Ce rôle est d'autant plus important dans un environnement où les mécanismes internes de contrôle peuvent être faibles ou inexistants.

- **Évaluation des dispositifs de contrôle interne :**

L'audit légal ne se limite pas à vérifier les comptes, il évalue également les **systèmes de contrôle interne** mis en place par l'entreprise. À travers cette évaluation, il contribue à renforcer la sécurité des processus, à détecter les faiblesses organisationnelles et à recommander des améliorations pour une meilleure gestion des risques.

- **Unification et harmonisation des pratiques professionnelles :**

Avec l'adoption progressive des **Normes Algériennes d'Audit (NAA)** depuis 2016, l'un des objectifs essentiels est de **standardiser les pratiques d'audit** sur l'ensemble du territoire national. Cette unification vise à assurer une qualité homogène des missions d'audit, à renforcer la crédibilité des commissaires aux comptes et à aligner les pratiques algériennes avec les normes internationales (ISA de l'IFAC).

- **Renforcement de la crédibilité de l'entreprise et de son information financière :**

L'opinion émise par un auditeur légal constitue une **garantie de sérieux et de rigueur** pour les partenaires économiques. Elle permet à l'entreprise auditée d'acquérir une crédibilité renforcée auprès des banques, des investisseurs, des institutions internationales et de l'administration fiscale. Cela est particulièrement utile dans les démarches de levée de fonds, d'appel à projets ou de partenariats internationaux. **Soutien à l'investissement et à la compétitivité :**

En créant un climat de confiance autour des données financières publiées, l'audit légal **favorise l'attractivité de l'économie algérienne**. Il participe indirectement à l'amélioration du climat des affaires, en rassurant les investisseurs potentiels quant à la fiabilité des informations économiques disponibles. Il devient ainsi un levier de compétitivité pour les entreprises algériennes sur les marchés national et international.

- **Extension du périmètre de l'audit légal à de nouvelles entités :**

L'audit légal en Algérie a connu une évolution notable avec l'élargissement de son champ d'application. Désormais, certaines entités auparavant exclues – telles que les **établissements publics (EPIC), les associations et les partis politiques** – peuvent faire l'objet d'un contrôle légal, dans une logique de transparence et de bonne gestion des fonds publics ou d'intérêt général.

- **Contribution à l'édification d'une culture comptable et financière moderne :**

L'audit légal contribue activement à **la diffusion d'une culture de conformité, de responsabilité et de performance**, tant au sein des entreprises qu'au niveau de l'environnement institutionnel et académique. En s'appuyant sur des normes claires, l'audit devient un outil pédagogique, un guide d'amélioration continue, et un pilier de la réforme du système financier national.

1.4.3 Distinction entre audit légal et audit contractuel :

Tableau N° 03 : Différence entre audit légal et contractuel

Critères	Audit légal	Audit contractuel
Caractère	Obligatoire	Facultatif
Cadre juridique	Réglementé par la loi	Défini par un contrat
Objectif	Certification des comptes	Évaluation spécifique
Indépendance	Obligatoire	Peut être limité
Normes appliquées	NAA, Normes ISA	Adapté aux besoins du client
Rapport final	Rapport de certification des comptes	Rapport interne ou externe selon la mission

Source : bellizim nihad , debbache salima, évaluation des risques d'audit par l'auditeur légal cycle immobilisations corporelles, mémoire de master en sciences financières, esgen, kolea, 2023, p7

2. Le rôle de l'auditeur légal et responsabilités

Le rôle de l'auditeur légal est essentiel dans le cadre du contrôle et de la transparence financière des entreprises. En qualité d'acteur indépendant, sa mission consiste à assurer la fiabilité des états financiers et à veiller au respect des obligations comptables et juridiques. Sa fonction va au-delà de la simple vérification des comptes : elle englobe la prévention des risques, la protection des parties prenantes et le renforcement de la gouvernance. Cette partie vise à analyser les tâches qui lui sont assignées ainsi que la portée de ses responsabilités, à la fois professionnelles et juridiques.

2.1 définition de l'auditeur légal :

L'auditeur légal, également appelé **commissaire aux comptes**, est un professionnel indépendant chargé de certifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels d'une entreprise. Cette mission, encadrée par la loi, vise à garantir la transparence financière et à renforcer la confiance des parties prenantes (actionnaires, investisseurs, administration fiscale, etc.) dans les informations financières publiées par l'entreprise

Selon l'article 22 de la loi N°10-01 de juin 2010 relative à la profession d'experts comptables, de commissaire aux comptes et de comptables agréés : « ***Le commissaire aux comptes est toute personne qui, en son nom propre et sous sa propre responsabilité, a pour mission habituelle de certifier la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes des sociétés et des organismes, en vertu des dispositions de la législation en vigueur.*** »¹

Un commissaire aux comptes exerce une profession agréée. « ***C'est un acteur extérieur à l'entreprise ayant pour rôle de contrôler la sincérité et la régularité des comptes annuels établis par une société ou autre institution. Il s'agit d'une mission légale, toutefois elle peut être décidée volontairement par l'entreprise*** »²

2.2 Les missions de l'auditeur légal (commissaire aux comptes) :

Les commissaires aux comptes ont deux missions fondamentales : l'une principale, de nature permanente, et l'autre particulière, à caractère spécial.³

¹ H.hora, S.Lahmar , op.cit , p 22

² H.hora, S.Lahmar , op.cit , p 22

³ H.Hora , S . Lahmar , op.cit , p 22-25

➤ **La mission permanente :**

La mission principale de l'auditeur légal consiste à **certifier les états financiers annuels** de l'entité auditée, en attestant qu'ils sont réguliers, sincères, et qu'ils donnent une image fidèle de sa situation financière et patrimoniale. Conformément à l'article 6 du règlement précité, cette certification repose sur un audit réalisé en toute indépendance, selon les normes professionnelles en vigueur.¹

Les vérifications et informations spécifiques: En complément de la mission d'audit, l'auditeur légal est tenu de procéder à un certain nombre de vérifications légales obligatoires, notamment :

- La conformité du rapport de gestion établi par les dirigeants;
- L'examen des conventions réglementées;
- Le respect des procédures de prévention des difficultés de l'entreprise;
- La communication des irrégularités ou inexactitudes à l'assemblée générale;
- Le contrôle des opérations sur le capital et des documents destinés aux actionnaires.

➤ **Les interventions prévues par la réglementation:**

L'auditeur légal peut également intervenir dans des situations particulières définies par la loi, telles que :

- Les opérations exceptionnelles (augmentation ou réduction du capital, transformation de la forme juridique, distribution d'acomptes sur dividendes);
- La procédure d'alerte, en cas de menace sur la continuité de l'exploitation;
- Le signalement de faits délictueux auprès des autorités judiciaires;
- La convocation de l'assemblée générale, en cas de carence des organes dirigeants.

➤ **Mission particulière :**

En Algérie, les commissaires aux comptes ont plusieurs tâches importantes, ce qui signifie qu'ils doivent être présents souvent lors des événements importants pendant leur mandat. Il est

¹ Ministère des Finances. (2010). Règlement n°10-01 du 29 décembre 2010 relatif aux missions et aux règles déontologiques applicables aux commissaires aux comptes. Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire, n°2, 9 janvier 2011

important d'être présent pour garantir que l'entreprise respecte les règles et soit claire dans ses activités. Ces missions sont différentes et temporaires, et on peut les résumer comme suit :

- Changement de statut juridique par fusion, séparation ou transformation ;
- Montée ou baisse du capital social (articles 666 et 675 du code de Commerce) ;
- Informer sur les erreurs et les inexactitudes qu'il a notées lors de l'assemblée générale (Article 680 du code de commerce) ;
- Émission d'actions ou introduction en bourse ;
- Évaluation des idées pour changer les méthodes d'évaluation des comptes de l'entreprise (Article 717 du code de commerce) ;
- Étude des achats de parts (Article 713 du code de commerce) ;
- Certificat que les biens de l'entreprise sont au moins égaux au capital social en cas de changement de forme de l'entreprise (Article 686 du code de commerce).

2.3 Les responsabilités du commissaire aux comptes :

➤ La responsabilité civile :

Selon l'article 61 de la loi du 10-01 relative aux professions d'experts comptable, de commissaire aux comptes et de comptables agréés : *« le commissaire aux comptes est responsable envers l'entité contrôlée des fautes commises par lui dans l'accomplissement de ses fonctions. Il répond solidairement, tant envers l'entité qu'envers les tiers, de tout dommage résultant d'infraction aux dispositions de présente loi »*.¹

Selon l'article 715 du code du commerce algérien : *« Les commissaires aux comptes sont responsable tant à l'égard de la société que des tiers, des conséquences dommageables des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leur fonction. Ils ne sont pas civilement responsables des infractions commises par les administrateurs ou les membre du directoire, selon le cas, sauf si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélés dans leur rapport à l'assemblée générale ou au procureur de la république »*²

¹ Alinéa 1 de l'article 23 de la loi n° 10-01 du 16 Rajab 1431 correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.

² l'article 715 du code du commerce algérien

➤ **La responsabilité pénale :**

Les infractions pénales sont définies par la loi et incluent les suivantes :

- Acceptation ou maintien des fonctions malgré l'existence d'incompatibilités ;
- Délit d'informations mensongères : fournir ou confirmer des informations fausses concernant la société ;
- Délit de non-révélation des faits délictueux au procureur de la République ;
- Délit de violation du secret professionnel ;
- Indications inexactes en cas de suppression du droit préférentiel de souscription : fournir ou confirmer des informations erronées dans les rapports présentés à l'assemblée générale chargée de décider de la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

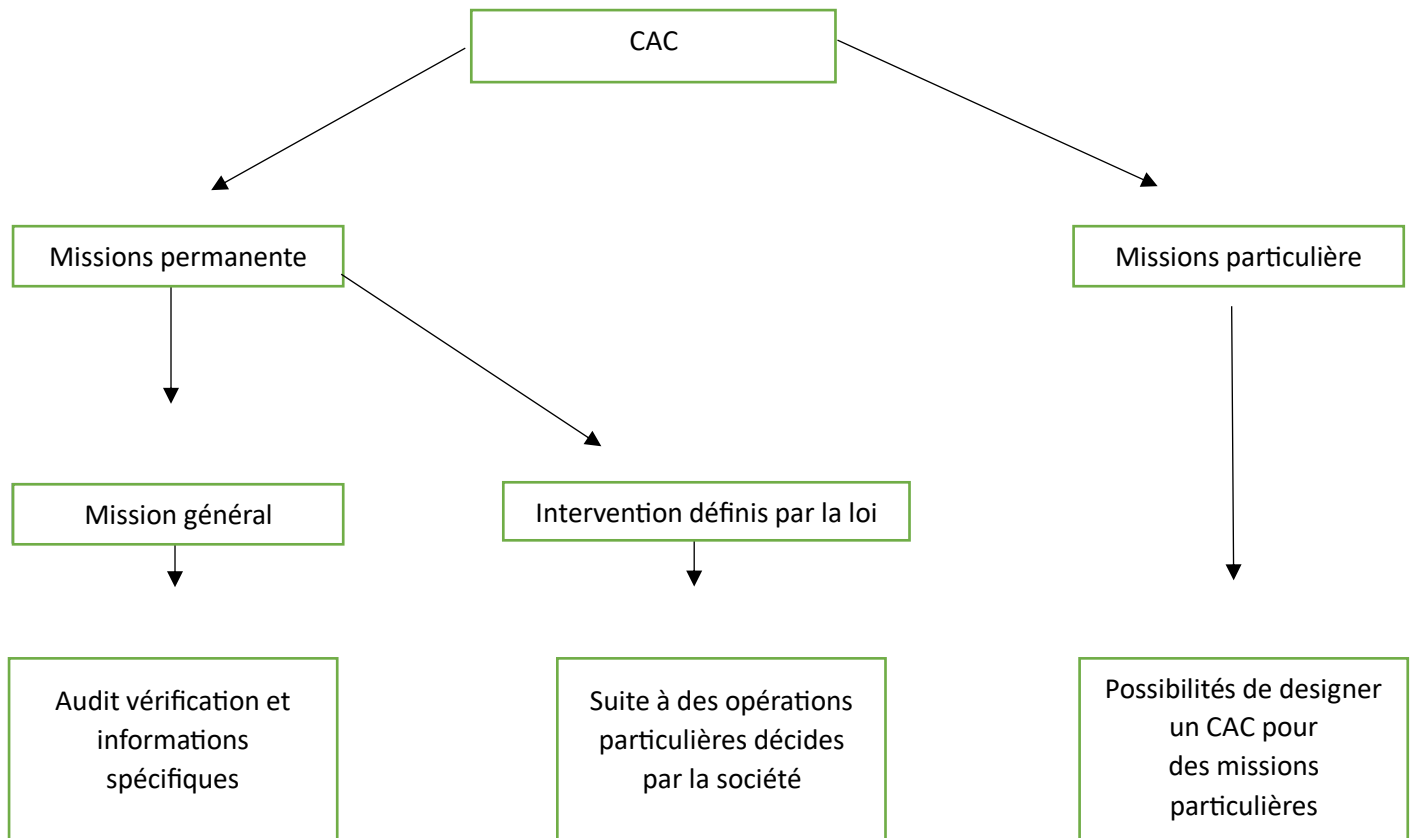
➤ **La responsabilité disciplinaire :**

Les faits suivants constituent des fautes passibles de sanctions disciplinaires :

- Infractions aux lois, règlements, normes professionnelles et au code de déontologie de la profession ;
- Négligence grave ;
- Tout acte contraire à la probité, à l'honneur ou à l'indépendance.

Ces infractions concernent les commissaires aux comptes, qu'ils soient personnes physiques ou morales, et ne sont pas nécessairement liées à l'exercice direct de la profession. Les sanctions disciplinaires sont graduées et peuvent aller de l'avertissement au blâme, en passant par la suspension provisoire, d'une durée ne dépassant pas cinq ans. Dans les cas les plus graves, la sanction peut aller jusqu'à la radiation. Nous pouvons résumer les missions de l'auditeur légal dans ce schéma

FIGURE N° 02 : Schéma descriptif des missions de l'auditeur



Source : bellizim nihad, debbache salima, évaluation des risques d'audit par l'auditeur légal cycle immobilisations corporelles, mémoire de master, financières, esgen, kolea, 2023, p15

2.4 Le rôle de l'auditeur légal :

✓ *Certification des comptes :*

L'auditeur légal a pour mission principale de certifier la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels ou consolidés d'une entreprise. Il vérifie que les états financiers reflètent fidèlement la situation économique, financière et patrimoniale de l'entité, conformément aux référentiels comptables applicables (ex : normes IFRS, SCF algériens).

- Régularité : Conformité aux règles et principes comptables ;
- Sincérité : Objectivité et bonne application des procédures ;
- Image fidèle : Reflet exact de la réalité économique.

✓ *Contrôle des procédures et réduction des risques :*

- **Évaluation des risques d'audit :** Identification des risques inhérents (liés à l'activité), de contrôle (efficacité du contrôle interne) et de non-détection (limites des procédures) ;
- **Tests de procédures :** Vérification de l'efficacité des contrôles internes pour prévenir ou corriger les anomalies ;
- **Contrôles de substance :** Examen détaillé des opérations (ex : sondages, analyses de cohérence).

✓ *Prévention et détection des fraudes :*

- **Examen des irrégularités :** Détection d'erreurs ou fraudes significatives (ex : manipulations comptables sur les stocks, provisions) ;
- **Alerte en cas de conflits d'intérêts :** Signalement au procureur de la République en cas de faits délictueux (Art. 715 du Code de commerce).

✓ *Contributions à la gouvernance d'entreprise :*

- **Réduction de l'asymétrie d'information :** Certification des comptes pour rassurer actionnaires, investisseurs et créanciers ;
- **Contrôle des dirigeants :** Limitation des abus de pouvoir via la transparence financière ;
- **Collaboration avec le comité d'audit :** Supervision des systèmes de contrôle interne et gestion des risques.

✓ *Missions spécifiques légales :*

- **Vérification des conventions réglementées :** Contrôle des accords entre dirigeants et société (ex : avantages en nature) ;
- **Rapports spéciaux :** Sur les rémunérations des dirigeants, les avantages, accordés au personnel, sur la continuité d'exploitation en cas de difficultés financières.

✓ *Obligations déontologiques et légales :*

- **Indépendance** : Aucun lien financier ou personnel avec l'entreprise auditée (Code de déontologie de l'Ordre des experts-comptables algériens ;
- **Secret professionnel** : Confidentialité des informations obtenues ;
- **Respect des normes** : Application des normes ISA (International Standards on Auditing) et NAA (Normes Algériennes d'Audit).

✓ *Impact sur la transparence et la confiance :*

- **Renforcement de la crédibilité** : Un audit de qualité réduit l'expectation gap (écart entre attentes des utilisateurs et réalité de l'audit) ;
- **Signal aux marchés** : Une certification sans réserve améliore la réputation de l'entreprise et facilite l'accès au financement.

3. Les principes fondamentaux :

Les principes fondamentaux guident les auditeurs pour réaliser des audits légaux fiables et de qualité. Ces règles, établies par des normes internationales, assurent que le travail est honnête, objectif et bien fait. Parmi ces principes, l'intégrité est essentielle, car elle demande aux auditeurs d'agir avec droiture et sincérité. La sous-section suivante explore ce principe et son rôle dans un audit légal.

3.1 L'Intégrité :

L'intégrité est le pilier fondamental de l'éthique professionnelle. Elle se manifeste par la **droiture**, la **sincérité** et l'**honnêteté absolue** de l'auditeur dans toutes ses relations et décisions professionnelles.

Concrètement, cela signifie que l'auditeur :¹

- Ne doit **jamais être associé** à des informations ou des rapports contenant des erreurs significatives, des déclarations trompeuses ou des omissions volontaires susceptibles d'induire en erreur ;
- Doit **agir avec équité**, et ne jamais altérer la vérité pour des raisons personnelles, professionnelles ou commerciales ;

¹ Manuel des normes Audit légal et contractuel, principes généraux et responsabilités, janvier 2011, p 26

- Doit **s'assurer que les personnes placées sous son autorité** respectent également ce principe d'intégrité, notamment lors de la réalisation de travaux confiés ;
- L'intégrité implique une **transparence totale**, tant dans la communication des résultats que dans l'appréciation des situations rencontrées lors d'une mission d'audit.

3.2 Le Professionnalisme :

Le professionnalisme désigne l'attitude globale de l'auditeur dans l'exercice de ses fonctions. Il se traduit par¹:

- Le **respect scrupuleux des lois, des normes professionnelles et des règles déontologiques** ;
- Une conduite irréprochable visant à **préserver la réputation de la profession** ;
- L'engagement à fournir un **travail rigoureux et de qualité**, en toutes circonstances.

Cela comprend :

- La **formation continue** : l'auditeur doit maintenir à jour ses compétences par la formation, les lectures spécialisées, la participation à des séminaires ou groupes techniques ;
- L'**organisation interne** : mise en place de procédures de supervision, délégation adaptée, planification rigoureuse des travaux ;
- L'**exemplarité** dans les communications, en évitant toute exagération ou critique infondée envers d'autres professionnels.

Le professionnel veille à **ne pas accepter de missions qu'il ne peut assumer pleinement**, et reste **entièrement responsable** des travaux, même lorsqu'ils sont partiellement délégués à des collaborateurs.

3.3 Indépendance :

L'indépendance est le principe qui assure la **neutralité** et l'**objectivité** de l'auditeur. Elle repose sur deux dimensions²:

¹ Op.cit , 2011, p 22

² Idem, p28

- **L'indépendance d'esprit** : capacité de porter un jugement libre, sans subir d'influence ou de pression extérieure ;
- **L'indépendance d'apparence** : éviter toute situation qui pourrait **donner l'impression d'un parti-pris**, même si l'indépendance effective est maintenue.

L'auditeur doit donc :

- Identifier et **évaluer les relations ou circonstances** pouvant affecter son impartialité (liens financiers, familiaux, professionnels...) ;
- Mettre en place des **mesures de sauvegarde** pour neutraliser toute menace à son indépendance ;
- Renoncer à une mission si son **objectivité ne peut être garantie**, ou si la situation peut être perçue comme compromettante par un tiers raisonnable.

Ce principe s'étend également aux **collaborateurs et experts associés** à la mission, qui doivent remplir les mêmes critères d'indépendance

Section 02: Cadre conceptuel des normes ISA:

Avant d'analyser en profondeur la norme ISA 530, il est essentiel de replacer celle-ci dans le cadre plus large des normes ISA dans leur ensemble. Ces normes, élaborées par l'IAASB, forment un référentiel international structurant qui encadre la conduite des missions d'audit. Cette sous-partie vise donc à présenter les fondements, les objectifs et la portée des normes ISA afin de mieux en comprendre l'esprit et les principes directeurs.

1. Generalité sur les normes ISA

Les Normes Internationales d'Audit (ISA) sont largement reconnues à l'échelle mondiale comme un cadre réglementaire élaboré pour superviser la réalisation des missions d'audit et assurer leur excellence. Ces principes reposent sur des fondements essentiels qui ont pour objectif de garantir l'indépendance de l'auditeur, la fiabilité des éléments de preuve et la cohérence des travaux effectués. Ce cadre conceptuel fournit une référence commune pour tous les praticiens de l'audit, indépendamment de leur lieu d'exercice. Cette partie expose les principes fondamentaux, les buts et la configuration globale des normes ISA, mettant en avant leur pertinence dans le cadre de la mission d'audit légal.

1.1. Définition des normes ISA:

La qualité et l'indépendance de l'audit reposent sur des règles précises définies par la profession. Les normes ISA, créées par l'IAASB (un organisme de l'IFAC), servent de base pour encadrer le travail des auditeurs. (International Standard Auditing, 2020). Elles sont considérées comme « *des dispositions obligatoires fondées sur un ensemble de règles, de principes, d'outils et de techniques qui forment un référentiel pour la certification des comptes annuels et comptes consolidés des entreprises.* »

Elles précisent les objectifs, les démarches à suivre, les modalités de mise en œuvre ainsi que diverses informations explicatives. L'ensemble de ces éléments vise à permettre à l'auditeur de mener sa mission dans de bonnes conditions, d'obtenir une assurance raisonnable et d'évaluer l'efficacité ainsi que la qualité de son travail. Ces dispositions s'appliquent aussi bien à l'échelle de la fonction qu'à celle de l'individu.

Les normes ISA comprennent :

- Des normes générales ou de comportement : qui traitent des obligations et des règles d'éthique que l'auditeur doit suivre lors d'une mission d'audit, notamment celles de l'indépendance et du secret professionnel, ainsi que des compétences professionnelles qui lui sont nécessaires pour bien mener une mission d'audit ;
- Des normes de travail : Le travail d'audit doit être effectué avec soin, avec une bonne planification, un respect scrupuleux des calendriers et supervision des collaborateurs, la tenue correcte des dossiers et papiers de travail en tant que moyens de preuve des conclusions d'audit (ISA 300 et 230). L'audit doit comporter une évaluation du contrôle interne (ISA 315), un contrôle de qualité de la mission d'audit (ISA 220), la prise en considération des risques de fraudes et erreurs (ISA 2140), des textes législatifs et réglementaires (ISA 250), la collecte des éléments probants suffisants (ISA 500), etc.
» ;
- Des normes de rapport : ces normes concernent le fondement de l'opinion et le rapport d'audit sur les états financiers (ISA 700), la communication des points clés de l'audit dans le rapport d'audit (ISA 705) et de toute autre information devant être communiquée par l'auditeur.

1.2 Les objectifs des normes ISA :

Les normes ISA ont pour objectifs principaux de garantir l'homogénéité des travaux des auditeurs, afin de fournir un service de qualité constante et satisfaisante à l'ensemble de la profession. Elles visent également à faciliter la comparaison et l'analyse des états financiers en uniformisant les pratiques professionnelles. Plus spécifiquement, les objectifs des normes ISA sont les suivants :

- Unifier les pratiques de l'audit à l'échelle internationale ;
- Appliquer des référentiels universels validés et certifiés (ISA) ;
- Simplifier le choix des techniques d'intervention des auditeurs ;
- Offrir des outils fiables pour la communication, le savoir-faire et la négociation ;
- Assurer la sécurité et la qualité des résultats.

Tableau N°04 : Liste des normes ISA

Catégorie	Normes ISA	Désignations
ISQC1	Norme internationale De contrôle qualité	Contrôle qualité des cabinets réalisant des missions d'audit d'examen d'états financiers, ainsi d'autres missions d'assurance et de service connexes
Principes généraux et responsabilités	<p>ISA 200 objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite d'un audit selon les normes internationales d'audit</p> <p>ISA 210 accord sur les termes de mission d'audit</p> <p>ISA 220 contrôle qualité d'un audit d'états financiers</p> <p>ISA 230 documentation d'audit</p> <p>ISA 240 les obligations de l'auditeur en matière de fraude lors d'un audit des états financiers</p> <p>ISA 250 prise en considération des textes législatifs et réglementaires d'un audit d'états financiers</p> <p>ISA 260 communication avec les personnes constituant le gouvernement de l'entreprise</p> <p>ISA 265 communication des faiblesses de contrôle interne aux personnes constituant le gouvernement de l'entreprise et à la direction.</p>	<p>Ces normes énoncent les principes généraux et précisent les responsabilités dans le cadre de missions d'audit : termes de la mission d'audit, contrôle qualité</p> <p>Documentations prise en compte de textes législatifs et réglementaire, communication ...</p>

Evaluation des risques et réponses aux risques évalués	<p>ISA 300 planification d'un audit des états financiers</p> <p>ISA 315 identification et évaluation des risques d'anomalies significatifs par la connaissance de l'entité et son environnement</p> <p>ISA 320 caractère significatif lors de la planification et la réalisation d'un audit</p>	<p>Ces normes concernent l'évaluation des risques dans le cadre d'une mission d'audit et les éléments de réponse aux risques identifiés</p> <p>Approche et planification d'une mission d'audit,</p>
	<p>ISA 330 réponses de l'auditeur aux risques évalués</p> <p>ISA 402 facteurs à considérer pour l'audit d'une entité faisant appel à une société de services</p> <p>ISA 450 évaluation des anomalies relevées au cours de l'audit</p>	<p>Procédures à mettre en œuvre pour l'évaluation des risques, caractère significatif en matière d'audit, connaissance de l'entité, de son environnement et de son fonctionnement ...</p>
Eléments probants	<p>ISA 500 éléments probants</p> <p>ISA 501 éléments probants considération supplémentaires sur des aspects spécifiques</p> <p>ISA 505 confirmation externes</p> <p>ISA 510 missions d'audit initiales soldes d'ouvertures</p> <p>ISA 520 procédures analytiques</p> <p>ISA 530 sondages en audit</p> <p>ISA 540 audit des estimations comptables, y compris des estimations comptables en juste valeur et des informations fournies les concernant</p> <p>ISA 550 parties liées</p> <p>ISA 560 événements postérieurs à la clôture</p> <p>ISA 570 continuité d'exploitation</p> <p>ISA 580 Déclaration écrites</p>	<p>Ces normes définissent et précisent ce qui constitue des éléments probants dans le cadre d'une mission d'audit :</p> <p>Confirmation externe, approche analytique, sondages, estimation comptable partie-liée,</p>

Utilisation des travaux d'autres professionnels	<p>ISA 600 aspects particuliers – audit d'états financiers d'un groupe y compris (utilisation des travaux des auditeurs des composantes)</p> <p>ISA 610 utilisation des travaux des auditeurs internes</p> <p>ISA 620 utilisation des travaux d'un expert désigné par l'auditeur</p>	<p>Ces normes concernent l'utilisation par l'auditeur des travaux effectués par d'autres professionnels : dans quelle mesure ces travaux peuvent –ils être pris en compte et comment doivent –ils être utilisés</p>
Conclusion de l'audit et rapport	<p>ISA 700 fondement de l'opinion et rapport d'audit sur des états financiers</p> <p>ISA 705 modifications apportées à l'opinion formulés dans le rapport de l'auditeur indépendant</p> <p>ISA 706 paragraphes d'observation et paragraphes relatifs à d'autres points dans le rapport de l'auditeur indépendant</p> <p>ISA 710 données comparatives – chiffres correspondant et états financiers comparatifs</p> <p>ISA 720 les obligations de l'auditeur au regard des autres informations dans des documents contenant des états financiers</p>	<p>Ces normes concernant les conclusions d'une mission d'audit et le rapport qui doit être établi à l'issue de chaque mission</p>
Domaines spécialisés	<p>ISA 800 aspects particuliers – audit d'états financiers établit conformément à un référentiel comptable particulier</p> <p>ISA 805 aspects particuliers – audits d'états financiers seuls et d'éléments, compte ou rubrique spécifique d'un état financier</p>	<p>Concernant les missions d'audit spéciales ayant pour objectif de fournir une assurance raisonnable (c-à-d élevée et portant sur un jeu complet d'états financiers)</p> <p>Etablis conformément à un référentiel comptable particulier, ou un composant d'un jeu complet</p>

	ISA 810 aspects particuliers – rapport sur des états financiers résumés	d'états financiers (exemple une rubrique particulière du bilan), ou le respect des clauses contractuelles, ou des états financiers résumés
--	---	--

Source : Youcef Belguet , Rapprochement Entre La Pratique De L'audit L'egal Et Les. Normes Algeriennes D'audit (Naa) En Algerie , ESC, 2018 , p543

1.3 La place des normes ISA dans le processus global de l'audit légal :

Les **Normes Internationales d'Audit** (ISA) occupent une position fondamentale dans le cadre de l'**audit légal**, en constituant une référence méthodologique internationale. Adoptées dans de nombreux pays, elles visent à garantir la qualité, la cohérence et la fiabilité des audits d'états financiers, en imposant des exigences précises tout au long du processus d'audit.

1.4 L'impact des normes ISA sur l'audit légal

L'introduction et l'application des normes ISA ont profondément transformé la pratique de l'audit légal. Elles permettent tout d'abord l'**uniformisation des pratiques professionnelles** à l'échelle internationale, renforçant ainsi la comparabilité et la transparence des informations financières .¹

De plus, en définissant des procédures rigoureuses en matière de collecte de preuves, d'évaluation des risques et de communication des résultats, les normes ISA contribuent significativement à l'**amélioration de la qualité de l'audit** ². Elles renforcent également la **responsabilité de l'auditeur**, notamment en matière de détection des fraudes (ISA 240) et de formulation d'une opinion modifiée en cas de constatation d'anomalies significatives .³

Ainsi, les normes ISA jouent un rôle essentiel dans l'**accroissement de la fiabilité et de la crédibilité** des audits légaux, en fournissant un cadre structuré qui protège à la fois les parties prenantes, les marchés financiers et le public.

¹ International Auditing and Assurance Standards Board. (2022). Handbook of International Quality Control, Auditing, Review, Other Assurance, and Related Services Pronouncements (Vol. I). IAASB

² International Federation of Accountants (IFAC). (2020). The Importance of High-Quality Audits. IFAC

³ Institut des Réviseurs d'Entreprises. (2012). ISA 240 – Responsabilités de l'auditeur concernant la fraude lors d'un audit d'états financiers p. 3-5.

1.5 Concept clés :

Cette section présente les principes fondamentaux de l'audit, tels que la matérialité et le risque d'audit. Ces concepts essentiels garantissent la fiabilité, la transparence et la conformité des processus audités.

1.5.1 Le risque d'audit :

Le **risque d'audit** désigne la **possibilité que l'auditeur exprime une opinion inappropriée** sur des états financiers contenant des anomalies significatives non détectées. Ce risque ne peut jamais être totalement éliminé, même avec un audit parfaitement planifié et exécuté conformément aux normes professionnelles. Toutefois, l'objectif de l'auditeur est de le **réduire à un niveau suffisamment faible** pour pouvoir exprimer une opinion fiable sur les états financiers.

Le risque d'audit est définie comme : « *Le risque d'audit est essentiellement lié à la probabilité que l'auditeur ne modifie pas Son opinion dans son rapport sur des états financiers qui comportent des anomalies Significatives. Le risque d'audit peut, au mieux, être ramené à un niveau faible, mais il ne peut Etre éliminé, même lorsque l'audit est bien planifié et est exécuté avec soin* »¹.

Selon la norme **ISA 200**, le risque d'audit se décompose en trois éléments interdépendants :

- **Le risque inhérent (IR)** : il représente la **probabilité qu'une anomalie significative survienne** dans les états financiers **en l'absence de tout contrôle**. Il est influencé par la nature des activités, la complexité des opérations, les jugements comptables, ou encore l'environnement de contrôle ;
- **Le risque de contrôle (CR)** : il correspond au **risque que le système de contrôle interne de l'entité ne détecte ni ne corrige les anomalies** en temps utile. Ce risque dépend de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité des procédures de contrôle interne ;
- **Le risque de non-détection (DR)** : il traduit la **probabilité que les procédures mises en œuvre par l'auditeur échouent à identifier une anomalie significative**. Il est

¹ Institut des Réviseurs d'Entreprises. (2012). ISA 240 – Responsabilités de l'auditeur concernant la fraude lors d'un audit d'états financiers p. 21

étroitement lié aux limites inhérentes à toute mission d'audit (temps, budget, jugement professionnel, erreurs humaines...).

1.5.2 La matérialité :

La matérialité est : « *Des omissions ou des erreurs sont jugées matérielles si elles sont susceptibles, prises Individuellement ou collectivement, d'influencer les décisions des utilisateurs des états Financiers* » ¹.

Le concept de **matérialité** (ou *materiality*) joue un rôle fondamental dans la planification, l'exécution et l'évaluation des résultats d'un audit. Il s'agit du **seuil à partir duquel une anomalie peut influencer les décisions économiques des utilisateurs** des états financiers.

Selon **ISA 320**, une anomalie est considérée comme **significative** lorsqu'elle est susceptible de fausser l'interprétation de la situation financière, des performances ou des flux de trésorerie de l'entité. Ce seuil n'est pas fixe : il est déterminé par l'auditeur en fonction :

- De la taille de l'entité (chiffre d'affaires, total bilan, résultat net...) ;
- Du contexte sectoriel ou réglementaire ;
- De la sensibilité des éléments concernés.

On distingue généralement plusieurs niveaux de matérialité :

- **Matérialité globale (Overall materiality)** : utilisée pour juger de l'impact des anomalies sur les états financiers dans leur ensemble ;
- **Matérialité par composante (Performance materiality)** : utilisée pour déterminer l'étendue des tests sur certains comptes ou cycles ;
- **Seuil de correction (Tolerable error)** : niveau au-delà duquel une erreur individuelle doit être corrigée ou signalée.

1.5.3 Les preuves d'audit :

Les **preuves d'audit** (*audit evidence*) représentent l'**ensemble des informations recueillies** par l'auditeur au cours de sa mission pour **fonder son opinion** sur les états

¹ Institut des Réviseurs d'Entreprises. (2012). ISA 240 – Responsabilités de l'auditeur concernant la fraude lors d'un audit d'états financiers p21

financiers. La norme **ISA 500** exige que ces preuves soient **suffisantes** (quantitativement adéquates) et **appropriées** (fiables, pertinentes, objectives).

Les preuves peuvent être obtenues par différents moyens :

- **Inspection de documents** (factures, contrats, procès-verbaux...) ;
- **Observation physique** (inventaire d'actifs) ;
- **Confirmation externe** (demande à un tiers, comme une banque ou un fournisseur) ;
- **Recalcul** (vérification de montants comptables) ;
- **Enquête et entretiens** (questionnaires aux responsables) ;
- **Procédures analytiques** (comparaison de ratios, évolutions d'un exercice à l'autre...).

Le choix et le volume des preuves dépendent :

- Du **niveau de risque identifié** ;
- De la **fiabilité des contrôles internes** ;
- Du **type de procédure appliquée** (test de contrôle ou procédure substantive).

2. Les approches d'audit

L'audit légal repose sur une démarche méthodique et rigoureuse, destinée à fournir une **assurance raisonnable** quant à la régularité et la sincérité des états financiers. Pour atteindre cet objectif, l'auditeur adopte une approche fondée sur les risques, qui articule trois composantes fondamentales : l'évaluation des risques, l'analyse du contrôle interne et la mise en œuvre de procédures substantives. Ces approches sont complémentaires et indispensables pour la formation de l'opinion de l'auditeur.

2.1 L'évaluation des risques : Identification, classification et hiérarchisation

L'**évaluation des risques d'audit** constitue la première étape cruciale de la mission. Elle consiste à identifier les domaines susceptibles de contenir des **anomalies significatives**, que celles-ci soient dues à des erreurs ou à des fraudes.

Conformément à la norme **ISA 315**, l'auditeur doit :¹

¹ Institut des Réviseurs d'Entreprises. (2012). ISA 240 – Responsabilités de l'auditeur concernant la fraude lors d'un audit d'états financiers p21-34.

- Acquérir une **compréhension approfondie de l'entité auditée**, de son environnement économique, juridique et opérationnel ;
- Identifier les **risques inhérents** liés à la nature de l'activité ou à la complexité des opérations ;
- Évaluer le **risque de contrôle**, c'est-à-dire la probabilité que les dispositifs de contrôle de l'entreprise ne détectent pas ou ne préviennent pas les anomalies ;
- Déterminer le **risque de non-détection**, inhérent aux limites des procédures d'audit ;
- Cartographier l'ensemble des risques selon leur **probabilité de survenance** et leur **impact potentiel** sur les états financiers.

Ces composantes permettent de calculer le **risque global d'audit** :¹

$\text{Risque d'audit} = \text{Risque inhérent} \times \text{Risque de contrôle} \times \text{Risque de non-détection}$

La détermination du **niveau de matérialité** vient compléter cette évaluation. Elle correspond au seuil au-delà duquel une anomalie, même isolée, pourrait influencer les décisions des utilisateurs des états financiers. Elle guide l'ampleur des travaux à réaliser et oriente l'attention de l'auditeur vers les zones à risque élevé.

2.2 L'analyse du contrôle interne : Un levier de maîtrise des risques :

L'**étude du système de contrôle interne** constitue un axe essentiel de l'audit. Elle permet à l'auditeur de juger de la fiabilité des mécanismes mis en place par l'entité pour prévenir, détecter et corriger les anomalies. Selon ISA 330, l'auditeur doit :²

- Évaluer la **conception** des procédures de contrôle (pertinence, efficacité théorique) ;
- Tester leur **mise en œuvre effective** (fonctionnement réel dans la pratique) ;
- Déterminer s'il est possible de s'y fier pour limiter l'étendue des contrôles substantifs ;

Les outils utilisés incluent :

- Des **entretiens** avec les responsables de processus ;
- L'analyse de **manuels de procédures** et de **systèmes informatisés** (ex : SAP) ;
- L'application de **questionnaires de contrôle interne** (QCI) ;

¹ Mlle saad djaballah , le management de qualité au sein des cabinet ,mémoire de master, ESGEN,2022 p50

² IAASB, Norme internationale d'audit 330 ISA 530 , p8

- La construction de **matrices de documentation** et la réalisation de **tests de conception** et de **fonctionnement**.

2.3 Les procédures substantives : Obtenir des preuves d'audit suffisantes et appropriées :

Les **procédures substantives** ont pour objectif de **collecter des éléments probants** pour appuyer l'opinion de l'auditeur. Elles sont indispensables, même en présence d'un bon contrôle interne, et deviennent dominantes en cas de dispositifs faibles ou inexistants.¹

Elles comprennent :

- Les **tests de détail** : vérification des écritures comptables, des pièces justificatives, des calculs d'amortissement, des sorties d'actifs ;
- Les **procédures analytiques** : comparaison des soldes, ratios financiers, analyse des variations inhabituelles ;
- L'utilisation de **techniques informatisées** pour examiner les transactions ;
- L'**inspection physique des actifs**, notamment à travers l'inventaire des immobilisations.

L'auditeur doit s'assurer que les **preuves recueillies sont suffisantes** (quantité) et **appropriées** (qualité), conformément à la norme **ISA 500**.

L'efficacité de la mission d'audit repose sur l'équilibre entre ces trois approches. L'évaluation rigoureuse des risques permet de cibler les efforts ; l'analyse du contrôle interne permet d'en moduler l'intensité ; les procédures substantielles assurent la robustesse des conclusions. Une combinaison judicieuse de ces approches permet à l'auditeur d'exprimer une opinion fondée et justifiée, tout en respectant les normes internationales d'audit.

3. Présentation de la norme ISA 530:

La norme ISA 530 se distingue parmi les normes internationales d'audit en régissant l'application des techniques de sondage dans le cadre des missions d'audit. Elle propose aux auditeurs un cadre méthodologique rigoureux afin de choisir des échantillons représentatifs, recueillir des preuves suffisantes et formuler des conclusions valides sur l'ensemble d'une

¹ International Auditing and Assurance Standards Board. (2009). ISA 500 – Éléments probants. In Normes internationales d'audit. p. 491–495.

population. Cette norme revêt une importance capitale dans les cas où l'auditeur se trouve dans l'incapacité d'examiner l'intégralité des éléments composant un jeu de données. L'objectif de cette section est d'exposer les principaux éléments de la norme ISA 530 et d'expliquer comment elle s'applique dans le contexte de l'audit légal.

3.1 Définition des concepts clés de la norme ISA 530

La norme fournit une série de définitions fondamentales qui structurent la compréhension et l'application des sondages en audit :

➤ Sondages en audit

Selon IAASB, c'est la « *Mise en œuvre de procédures d'audit sur moins de 100 % des éléments d'une population pertinente pour l'audit, de telle sorte que toutes les unités d'échantillonnage aient une chance d'être sélectionnées, en vue de fournir à l'auditeur une base raisonnable à partir de laquelle il tire des conclusions sur la population dans son ensemble.* »¹

Cela implique que :

- Le sondage ne concerne qu'un sous-ensemble représentatif d'une population complète ;
- L'échantillonnage doit être juste et équitable : toutes les unités de la population doivent avoir une chance d'être sélectionnées.

➤ Population

C'est l'« *Ensemble des données à partir desquelles un échantillon est sélectionné et sur lesquelles l'auditeur souhaite tirer des conclusions.* »². La population doit être définie avec précision, en tenant compte de l'objectif de l'audit, et des caractéristiques des éléments à tester.

3.2 Champ d'application de la norme ISA 530 :

La norme ISA 530 est une norme spécifique aux sondages en audit, c'est-à-dire à l'utilisation d'échantillons dans la réalisation des procédures d'audit.³

➤ Utilisation des sondages dans un audit

¹ IAASB, Norme internationale d'audit 530 ISA 530 Sondages en audit , p4

²Idem, p4

³ IAASB, Norme internationale d'audit 530 ISA 530 Sondages en audit , p4

La norme s'applique lorsque l'auditeur décide de recourir à des sondages pour obtenir des éléments probants dans le cadre de l'audit des états financiers. Cela signifie que son application est conditionnée par le choix professionnel de l'auditeur : elle ne s'applique que si ce dernier estime qu'un échantillonnage est la méthode appropriée pour certaines procédures d'audit.

La norme couvre aussi bien les méthodes de sondages statistiques que non statistiques, c'est-à-dire :

- Les méthodes reposant sur la sélection aléatoire et l'application des probabilités (statistiques) ;
- Et celles qui reposent sur le jugement professionnel de l'auditeur sans formalisme mathématique (non statistiques).
- Elle encadre l'utilisation des sondages dans :
 - ✓ La définition et la sélection de l'échantillon à tester,
 - ✓ La mise en œuvre des procédures d'audit (tests de procédures ou vérifications de détail),
 - ✓ L'analyse et l'évaluation des résultats obtenus sur l'échantillon.

➤ Complémentarité avec la norme ISA 500

La norme ISA 530 complète la norme ISA 500 qui traite plus largement de la collecte d'éléments probants suffisants et appropriés dans le cadre d'un audit. La norme ISA 500 précise que l'échantillonnage est un des moyens que peut utiliser l'auditeur pour sélectionner les éléments à tester. ISA 530 entre donc plus en détail lorsque cet outil est utilisé.

Section 03: Articulation entre les normes ISA et l'audit légal:

Afin de mieux comprendre la portée et les implications concrètes de la norme ISA 530 dans le cadre d'un audit légal, il convient au préalable d'examiner l'articulation générale entre les normes ISA et les exigences propres à l'audit légal, tant sur le plan réglementaire que méthodologique.

1. Articulation entre les normes ISA et l'audit légal :

L'audit légal suit des règles claires qui expliquent comment le commissaire aux comptes doit travailler. Pour assurer la qualité et l'égalité de ces travaux, des règles internationales ont été établies. Les Normes Internationales d'Audit (ISA) fournissent une méthode que les auditeurs peuvent utiliser pour leurs travaux officiels. Cette partie vise à expliquer comment ces règles s'appliquent à l'audit légal et comment elles aident à rendre les états financiers plus fiables et plus transparents.

2. Interactions de la norme ISA 530 avec les autres normes dans le processus d'audit légal :

La norme **ISA 530 – Audit Sampling** traite spécifiquement de la méthode d'échantillonnage utilisée par l'auditeur pour obtenir des éléments probants lors d'un audit. Toutefois, ISA 530 n'est pas appliquée isolément : elle est **étroitement liée à plusieurs autres normes clés**, car l'efficacité de l'audit repose sur une approche intégrée.

- Interaction avec ISA 200 :

La norme **ISA 200 – Objectifs globaux de l'auditeur indépendant et réalisation de l'audit conformément aux normes ISA** établit que l'objectif principal de l'auditeur est d'obtenir une **assurance raisonnable** que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives¹ ISA 530 contribue directement à cet objectif en encadrant l'échantillonnage, garantissant ainsi que les éléments probants collectés sont **suffisants** et **appropriés** pour appuyer les conclusions de l'auditeur.

¹ International Auditing and Assurance Standards Board. (2022a). ISA 200 – Objectifs globaux de l'auditeur indépendant et réalisation de l'audit conformément aux normes ISA (p. 78).

- Interaction avec ISA 315 :

ISA 315 – Identification et évaluation des risques d'anomalies significatives impose à l'auditeur de comprendre l'entité auditée et de **repérer les risques potentiels** ¹. L'échantillonnage (ISA 530) est basé sur cette évaluation : en concentrant les procédures sur les **zones de risque accru**, l'auditeur adapte son plan d'échantillonnage pour maximiser l'efficacité des tests.

- Interaction avec ISA 500 :

ISA 500 – Éléments probants précise que l'auditeur doit recueillir **des éléments suffisants et appropriés** pour justifier son opinion d'audit ². ISA 530 fournit les techniques pratiques permettant d'obtenir ces éléments de manière représentative, notamment en expliquant comment sélectionner les éléments testés pour que les résultats soient **extrapolables** à l'ensemble de la population.

- Interaction avec ISA 330 :

ISA 330 – Réponses de l'auditeur aux risques évalués indique que les procédures doivent être ajustées en fonction des risques identifiés.³ Ainsi, lorsque des tests de contrôle ou de détail sont réalisés, l'auditeur s'appuie sur les principes d'ISA 530 pour **déterminer l'étendue des tests** et évaluer les résultats en tenant compte des marges d'erreur acceptables.

- Interaction avec ISA 700 :

La norme **ISA 700 – Formation d'une opinion et rédaction du rapport d'audit** est au cœur du processus de clôture de l'audit, puisqu'elle régit la **formulation de l'opinion** de

¹ International Auditing and Assurance Standards Board. (2022b). *ISA 315 – Identification et évaluation des risques d'anomalies significatives* (p. 155). IAASB.

² International Auditing and Assurance Standards Board. (2022c). *ISA 500 – Éléments probants* (p. 215).

³ International Auditing and Assurance Standards Board. (2022d). *ISA 330 – Réponses de l'auditeur aux risques évalués* (p. 192).

l'auditeur.¹ Cette opinion repose exclusivement sur les **éléments probants** collectés durant la mission.

ISA 530 joue donc un rôle fondamental dans ce processus. L'échantillonnage, s'il est réalisé conformément aux exigences de ISA 530, garantit que les conclusions tirées sur la population auditée sont **fiables**, ce qui permet à l'auditeur de former une **opinion auditée solide** et conforme aux exigences de ISA 700.

- Relation entre ISA 530 et ISA 700

L'échantillonnage (ISA 530) est un moyen d'obtenir des preuves valides et représentatives, L'opinion exprimée dans le rapport d'audit (ISA 700) doit être fondée sur ces preuves. Toute défaillance dans l'application des méthodes d'échantillonnage risque de remettre en cause la crédibilité du rapport final. Ainsi, ISA 530 assure la fiabilité technique des preuves, tandis que ISA 700 formalise la synthèse et la communication de ces résultats auprès des parties prenantes.

3.Contribution de l'ISA 530 à l'efficacité et à la pertinence du processus d'audit :

L'ISA 530, intitulée « Audit Sampling » ou « Échantillonnage d'audit », est une norme ISA très importante.

Elle fournit aux auditeurs des lignes directrices précises sur la manière de sélectionner les éléments à tester afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés sans devoir examiner l'ensemble de la population.

➤ Optimisation de l'efficacité du processus d'audit :

L'ISA 530 définit l'échantillonnage d'audit comme "l'application de procédures d'audit à moins de 100 % des éléments d'une population pertinente". Cela permet à l'auditeur de **réduire la taille des tests** sans diminuer **le niveau de certitude** sur la qualité des états financiers.

Grâce aux méthodes d'échantillonnage (échantillonnage aléatoire, échantillonnage systématique, etc.), l'auditeur obtient **des résultats valables avec moins d'efforts**, ce qui augmente **l'efficacité** en termes de temps et de coût.²

¹ International Auditing and Assurance Standards Board. (2022e). *ISA 700 – Formation d'une opinion et rédaction du rapport d'audit sur les états financiers* (p. 318).

² IAASB, ISA 530 Sondages en audit, 2022, p6

- Renforcement de la pertinence des preuves d’audit :

L’ISA 530 insiste sur le fait que la qualité des preuves dépend de **la pertinence** et de **la représentativité** de l’échantillon. En sélectionnant les éléments de manière structurée et en tenant compte des risques identifiés, l’auditeur garantit que **les éléments probants obtenus sont significatifs et fiables**. Cela évite les biais et renforce la validité de l’opinion émise.¹

- Amélioration de l’évaluation des risques :

L’utilisation d’échantillons permet d’identifier **des anomalies** et **des erreurs systématiques** qui pourraient ne pas être visibles à travers des tests limités ou désordonnés. En évaluant la fréquence des erreurs dans un échantillon, l’auditeur peut estimer la probabilité d’erreurs significatives dans la totalité des données financières. Cela permet une **meilleure appréciation du risque d’audit** et une adaptation plus fine des procédures d’audit.²

- Normalisation et crédibilité internationale :

Les normes ISA (dont ISA 530) sont émises par l’**IAASB** et sont reconnues mondialement. Leur application permet aux auditeurs de maintenir **un niveau de qualité homogène** à travers les juridictions. Cela renforce **la crédibilité des rapports d’audit** sur les marchés internationaux et facilite **la comparabilité** entre entreprises auditées dans différents pays.³

4. Limites et défis liés à l’application des normes ISA dans l’audit légal :

L’application des Normes Internationales d’Audit (ISA) dans le cadre de l’audit légal présente plusieurs limites et défis, notamment en ce qui concerne leur complexité, leur adaptabilité aux entités de petite taille, et les exigences en matière de formation et de ressources. Voici une synthèse des principaux enjeux identifiés, accompagnée de sources fiables pour approfondir chaque point :

- Complexité et manque de proportionnalité des normes ISA :

Les normes ISA sont souvent perçues comme complexes, particulièrement pour les entités peu complexes (EPC). Leur application uniforme peut entraîner une charge disproportionnée pour les petites structures, rendant leur mise en œuvre difficile sans adaptation

¹ Idem, p5

² Idem, p8

³ IAASB , NORME INTERNATIONALE D’AUDIT ISA 530 Sondages en audit, 2009, p

spécifique. L'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) a reconnu ce défi et a exploré des solutions, telles que l'élaboration de normes distinctes ou de guides spécifiques pour les EPC .¹

- Limitations inhérentes à l'audit selon les ISA :

Même avec une application rigoureuse des normes ISA, l'audit comporte des limites inhérentes. Selon la norme ISA 200, l'auditeur ne peut obtenir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Cela est dû à la nature des éléments probants et aux contraintes liées à la collecte d'informations .²

- Défis liés à la formation et aux ressources :

L'application efficace des normes ISA nécessite une formation approfondie et des ressources adéquates. Dans certaines juridictions, notamment dans les pays en développement, les auditeurs peuvent rencontrer des difficultés en raison d'un accès limité à la formation, à la documentation pertinente, ou à des ressources humaines qualifiées .³

- Risques juridiques et responsabilité de l'auditeur :

En cas de litige concernant la qualité de l'audit ou la conformité aux normes, il peut être difficile de démontrer la validité de l'utilisation des normes ISA devant les tribunaux. Cela expose les auditeurs à des risques juridiques accrus, notamment en l'absence de reconnaissance explicite des normes ISA dans certaines législations nationales .⁴

- Inadéquation avec les spécificités locales :

Les normes ISA, bien qu'internationales, peuvent ne pas toujours refléter les spécificités économiques, culturelles ou réglementaires de certaines régions. Cela peut entraîner des

¹ ONECCA ,Guide pratique d'application des normes professionnelles dans l'espace OHADA – Tome 1,2019 ,p. 12-14.

² Institut des Réviseurs d'Entreprises, ISA 200 – Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite de l'audit conformément aux normes internationales d'audit, 2012 , p. 6-7

³ Abdullahi, S. Y., & Kigozi, C. B.). The Role and Challenges of International Standards on Auditing in Diverse Economic Contexts , 2022, p. 4-6.

⁴ Tchankam, J. P. Problems and prospects of ISA implementation (p. 5). Revista Espacios, 38(6), Article 28,2017, p5.

difficultés d'application ou des besoins d'adaptation pour garantir leur pertinence et leur efficacité dans des contextes locaux spécifiques .

- Initiatives pour améliorer l'application des normes ISA :

Face à ces défis, plusieurs initiatives ont été mises en place pour faciliter l'application des normes ISA :¹

- **Élaboration de normes spécifiques pour les EPC** : L'IAASB a proposé des normes adaptées aux entités de petite taille pour répondre aux défis de complexité et de proportionnalité ;²
- **Guides pratiques** : Des guides ont été développés pour aider les auditeurs à appliquer les normes ISA de manière efficace, en tenant compte des spécificités locales et des ressources disponibles.

¹ <https://www.ifac.org/publications/exposure-draft-proposed-international-standard-auditing-financial-statements-less-complex-entities> ,consulte le 14/05/2025 a 17:35

² Cnac ,Solutions possibles En matière de normalisation Pour les audits d'entités Peu complexes ,canada, 2021.

Conclusion du chapitre 1 :

L'examen du cadre normatif et réglementaire de l'audit légal révèle l'importance d'une structuration claire et cohérente des missions confiées aux professionnels du chiffre. En Algérie, la mise en place d'un encadrement juridique spécifique à la profession d'auditeur légal, conjuguée à l'intégration progressive des normes internationales, témoigne d'une volonté de modernisation et de renforcement de la transparence financière. Toutefois, cette démarche reste confrontée à certains défis, notamment en matière d'appropriation des normes ISA, de formation des professionnels, et d'adaptation aux spécificités économiques nationales.

L'analyse des normes ISA, et plus particulièrement de la norme ISA 530 relative à l'échantillonnage d'audit, permet de mieux comprendre les apports méthodologiques de ces référentiels dans la conduite des audits légaux. Le chapitre suivant sera donc consacré à l'étude détaillée de cette norme, de son champ d'application, et de son impact sur la qualité des missions d'audit menées dans le contexte algérien.

Chapitre2:

Analyse de l'impact de la norme ISA 530 sur la conduite d'un audit légal

Section 1 : Présentation de EY (ernest and young)

Section 2 : Impact de la norme ISA 530 sur un audit légal

Section 3 : Étude de cas et analyse pratique

Introduction au chapitre 2

Ce chapitre s'attache à analyser l'application pratique de la norme ISA 530 dans le cadre de l'audit légal, en explorant son rôle dans la détection des anomalies significatives au sein des états financiers. L'objectif est d'évaluer comment cette norme, à travers une structuration rigoureuse de l'échantillonnage, garantit une meilleure fiabilité et efficacité des audits, tout en tenant compte des contraintes techniques et organisationnelles rencontrées dans la pratique.

En s'appuyant sur des méthodes d'échantillonnage et des analyses qualitatives, cette étude teste les hypothèses relatives à l'impact de la norme ISA 530 sur la qualité des audits légaux, tout en identifiant les défis liés à son implémentation. Ce chapitre vise ainsi à proposer des recommandations concrètes pour optimiser l'utilisation de cette norme, renforçant ainsi la conformité aux exigences internationales et la performance globale des processus d'audit.

Section 01 : Présentation de EY (Ernest and Young)

Pour cette recherche portant sur les répercussions de la norme ISA 530 sur un audit légal, il est essentiel d'ancrer l'analyse dans un contexte professionnel concret. Afin d'accomplir cette tâche, notre choix s'est porté sur la firme Ernst & Young (EY), l'une des quatre principales sociétés d'audit et de conseil à l'échelle internationale, couramment désignées sous le nom de "Big Four".

Le choix d'EY n'est pas anodin, car il représente un acteur de premier plan dans le domaine, renommé pour son engagement rigoureux envers la mise en œuvre des normes internationales d'audit (ISA), ainsi que pour son dévouement envers la qualité, la transparence et l'éthique professionnelle. Dans cette optique, EY représente un cas exemplaire pour étudier en profondeur l'application de la norme ISA 530 concernant l'échantillonnage en audit dans le contexte d'un audit légal, ainsi que son impact sur les pratiques de travail, les procédures de contrôle et l'émission de l'opinion d'audit.

Une analyse de la structure, du mode opératoire et des méthodes du cabinet EY nous permettra d'illustrer de manière concrète les impacts de la norme ISA 530 sur la qualité des missions d'audit. Le discours inaugural sera consacré à une rétrospective historique, suivi d'une analyse de la configuration du cabinet, de ses champs d'activité, et de sa méthodologie en matière d'audit légal.

1. Historique de EY (ERNST & YOUNG):

Ernst & Young, désormais nommé EY, figure parmi les quatre principaux cabinets d'audit et de conseil mondiaux, regroupés sous l'appellation des "Big Four" aux côtés de Deloitte, PwC et KPMG. L'histoire d'EY est caractérisée par une série de fusions et d'alliances stratégiques, témoignant de l'évolution du secteur de l'audit et des services professionnels, qui est devenu de plus en plus globalisé, complexe et concurrentiel. Les racines d'EY remontent à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, marquées par l'établissement de deux cabinets indépendants aux États-Unis : Ernst & Ernst, établi à Cleveland (Ohio) en 1903 par Alwin C. Ernst et son frère Theodore, et Arthur Young & Company, fondé à Chicago la même année par l'Écossais Arthur Young. Ces deux entreprises ont rapidement fait preuve d'une volonté

d'innover dans le domaine de la comptabilité et de développer leurs activités à l'échelle mondiale.

Parallèlement, au Royaume-Uni, le cabinet Whinney, Smith & Whinney, fondé en 1849 sous le nom de Harding & Pullein, a joué un rôle significatif dans le développement de la profession comptable britannique. Au cours des décennies, Ernst & Ernst a établi des partenariats avec Whinney, Smith & Whinney, tandis qu'Arthur Young & Co. a collaboré avec Broads Paterson & Co. Ces partenariats transatlantiques ont été établis pour répondre à une demande croissante de services d'audit liée à l'expansion des entreprises multinationales, dès les années 1920.

L'année 1989 marque un tournant décisif avec la fusion d'Ernst & Whinney et d'Arthur Young, deux cabinets de renom déjà solidement implantés sur la scène internationale. Cette fusion a conduit à la création de la société Ernst & Young, qui s'est rapidement imposée comme l'un des principaux acteurs dans les secteurs de l'audit financier, de la fiscalité, du conseil en gestion et des transactions. Cette consolidation s'inscrit dans un contexte plus vaste de concentration du secteur, initié dans les années 1980 en réaction à la complexification des marchés, à la mondialisation des entreprises et aux exigences croissantes en termes de réglementation et de conformité.

Au cours des décennies qui ont suivi, EY a mis en œuvre une stratégie d'expansion à l'échelle mondiale en établissant de multiples filiales dans les pays émergents, en élargissant sa gamme de services, et en investissant dans les nouvelles technologies et les compétences numériques. En 2013, l'entreprise a initié une refonte de son image de marque en adoptant officiellement le sigle EY, tout en introduisant un nouveau slogan : "Building a better working world". L'objectif de cette initiative est de témoigner de la transformation de l'entreprise au-delà de ses activités traditionnelles d'audit, en soulignant son implication dans la performance durable, la gouvernance d'entreprise et l'innovation. Actuellement, EY opère dans plus de 150 pays grâce à un réseau de cabinets membres intégré, et compte plus de 400 000 employés à l'échelle mondiale. L'entreprise occupe une position centrale dans l'élaboration des normes professionnelles internationales, en particulier en contribuant aux débats sur la gouvernance, l'éthique, la normalisation comptable et la numérisation des procédures d'audit.

Sa stratégie repose sur quatre principaux domaines d'activité : Audit & Assurance, Consulting, Tax & Law, et Strategy & Transactions, avec pour objectif déclaré d'assister les

entreprises dans leurs évolutions structurelles, qu'elles soient d'ordre organisationnel, technologique ou réglementaire.

En dernier lieu, EY a été au centre de discussions et de controverses portant sur la responsabilité des auditeurs dans divers scandales financiers récents, tel que l'affaire Wirecard en Allemagne. Cet incident a suscité de nouvelles questions concernant l'indépendance de l'audit, la qualité du contrôle interne au sein des grandes firmes, ainsi que la pertinence de réformes dans ce domaine. EY a mis en place diverses initiatives visant à améliorer ses politiques de contrôle qualité et d'éthique professionnelle.

2.Présentations de EY :

Pour mieux présente EY nous divisons cette présentation en deux partie :

2.1 Présentation de EY International :

EY, qui est l'abréviation d'Ernst & Young, figure actuellement parmi les plus importants cabinets internationaux spécialisés dans les domaines de l'audit, de la fiscalité, du conseil et des services transactionnels. Il fait partie des quatre principaux acteurs du secteur regroupés sous l'appellation des Big Four, en compagnie de PwC (PriceWaterhouseCoopers), Deloitte et KPMG.

L'appellation du cabinet découle de la fusion, en 1989, de deux firmes américaines de renom: Arthur Young & Company, établie à Chicago en 1906 par Arthur Young, et Ernst & Ernst, fondée à Cleveland en 1903 par Alwin C. Ernst. Ces deux individus, précurseurs dans le secteur de la comptabilité, ont eu un impact majeur sur l'organisation des services comptables aux États-Unis, en mettant en avant l'importance de la qualité des états financiers, la fiabilité des procédures comptables, et la création de services sur mesure pour les entreprises en expansion. La fusion entre ces deux entités représente une étape stratégique majeure dans le développement du secteur des services professionnels, en réponse à la globalisation croissante des échanges économiques et à l'augmentation des exigences réglementaires dans le domaine financier à l'échelle mondiale.

Depuis lors, le cabinet a continué à progresser, en combinant croissance interne et acquisitions stratégiques. Cette dynamique a permis à EY de renforcer sa position dans les principaux pôles économiques mondiaux et d'étendre progressivement son domaine d'activité au-delà de l'audit classique. En 2013, dans le but de simplifier son image de marque et de renforcer son positionnement global, l'entreprise a officiellement choisi d'utiliser le nom abrégé

EY, associé au slogan "Shape the Future with Confidence". Ce slogan reflète l'engagement de l'entreprise à jouer un rôle actif dans l'amélioration du monde du travail, en se positionnant en tant que partenaire fiable pour les entreprises, les institutions publiques et les acteurs de la société civile.

Actuellement, EY occupe une position essentielle à l'échelle mondiale. Le siège social de l'entreprise se trouve à Londres, au Royaume-Uni. Le cabinet est implanté dans plus de 150 pays et possède plus de 700 bureaux répartis à travers tous les continents. L'effectif total dépasse les 390 000 professionnels, en constante augmentation, provenant de divers horizons tels que les auditeurs, les fiscalistes, les juristes, les consultants, les experts en stratégie, les analystes de données, les ingénieurs, etc. En 2023, EY a généré un chiffre d'affaires mondial dépassant les 45 milliards de dollars, le positionnant ainsi parmi les cabinets les plus performants de son secteur. La principale force d'EY réside dans son modèle intégré à l'échelle mondiale, qui facilite la mobilisation d'expertises pluridisciplinaires tout en garantissant la cohérence des méthodes et des normes utilisées. Le cabinet accorde une importance stratégique non seulement à l'innovation, mais aussi à l'éthique professionnelle, à la diversité et au développement durable. Dans ce contexte, EY a instauré des initiatives ambitieuses visant à diminuer son impact environnemental, encourager l'inclusion et renforcer la transparence dans la gouvernance d'entreprise.

Cependant, tel que tout prestigieux cabinet d'audit, EY a également été sujet à des controverses et à des critiques, notamment en lien avec certaines affaires financières largement médiatisées. Un exemple marquant est celui du scandale Wirecard en Allemagne, où la contribution du cabinet dans l'identification des anomalies a été remise en question. Ces circonstances ont accru la pression réglementaire sur les sociétés d'audit, incitant EY à améliorer ses dispositifs de contrôle qualité et à réitérer son engagement envers l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité. Pour récapituler, EY joue actuellement un rôle central dans le domaine mondial de l'audit et du conseil, non seulement en raison de l'étendue de son réseau et de la portée de ses missions, mais aussi grâce à sa capacité à s'adapter à un environnement complexe et exigeant. Son parcours met en lumière les évolutions significatives du domaine depuis le XXe siècle, caractérisées par la mondialisation, l'élargissement des activités, l'augmentation des risques systémiques, ainsi que la demande croissante de transparence et de fiabilité dans la communication financière.

2.2 Présentation de EY Algérie :

Chez ERNST & YOUNG chaque département a son propre mode de fonctionnement. Ils travaillent avec les services administratifs et financiers. La semaine de travail est de 40 heures. Le bureau emploie une centaine de collaborateurs selon les normes en vigueur dans le réseau international. Tous bénéficient de formations continues selon des programmes de développement organisés en Afrique et en France. EY se trouve à Oriental Business Park, les Pins Maritime, Bab Ezzouar, Alger.

3. Service du cabinet EY :

Le cabinet EY offre une vaste gamme de services professionnels pour satisfaire les besoins diversifiés des entreprises, des institutions et des organisations publiques à l'échelle mondiale. Ces services englobent des secteurs stratégiques tels que l'audit, le conseil, la fiscalité, la gestion des risques et les transactions financières. La variété des compétences présentes au sein du cabinet témoigne de sa volonté d'assister ses clients à toutes les étapes de leur croissance, tout en assurant la conformité, la performance et la transparence. Afin de mieux appréhender la structure interne d'un cabinet de cette ampleur, il est pertinent d'analyser les divers pôles qui constituent son organisation fonctionnelle. Ces centres de coordination sont chargés d'assurer la synchronisation des tâches, la gestion des moyens, le suivi des aspects administratifs, ainsi que le soutien aux équipes sur le terrain. Nous débuterons en exposant le département administratif et financier, lequel occupe une position centrale dans le bon déroulement des opérations du cabinet et dans le soutien des missions d'audit et de conseil.

3.1 Pôle administratif et financier:

Monsieur NOUREDINE BOUGUHEHAM supervise le cabinet Ernst & Young EURL en sa qualité de partenaire algérien d'Ernst & Young et de commissaire aux comptes du cabinet. Il est directement supervisé par un service comprenant des fonctions de secrétariat, d'informatique, de comptabilité et de ressources humaines.

Les responsabilités du service de secrétariat comprennent l'organisation, la supervision, la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités au sein de l'entreprise. Développer et mettre en œuvre les politiques de l'entreprise.

Les responsabilités du département des ressources humaines comprennent le recrutement et la gestion du personnel dans différents services.

3.2 Pole comptabilité ACR:

Les responsabilités du département de comptabilité comprennent la gestion de la comptabilité du cabinet ainsi que le traitement des salaires de tous les employés.

3.3 Pole informatique IT :

Les responsabilités du service informatique comprennent la maintenance du parc informatique, la planification de l'installation, de la configuration et du dépannage des équipements fournis aux gestionnaires et aux employés.

Assurer la gestion des outils informatiques de l'entreprise. Responsable de l'approvisionnement, de la gestion et de l'utilisation des fournitures de bureau.

3.4 Le Pôle Fiscalité (FSO) :

Est chargé de traiter les questions fiscales. Ce département se concentre principalement sur la compréhension et la mise en œuvre appropriée de la législation fiscale en vigueur dans le pays d'implantation, en mettant l'accent sur les entreprises multinationales. Il vise à aider ces entreprises à se conformer aux réglementations fiscales en Algérie et à maintenir leur compétitivité. Le pôle d'expertise fournit une assistance et un accompagnement aux entreprises, tout en leur offrant des avantages lors d'opérations telles que les fusions, cessions, scissions, coentreprises, refinancements, restructurations ou introductions en bourse (IPO).

Leurs services se structurent de la manière suivante :

- Consultation en matière de fiscalité des sociétés;
- Gestion comptable fiscale et maîtrise des risques;
- Conformité fiscale;
- Fiscalité des opérations;
- Fiscalité internationale.

3.5 Service d'audit :

L'audit constitue l'activité centrale du cabinet EY, le positionnant ainsi parmi les cabinets les plus réputés et les plus fiables de ce domaine.

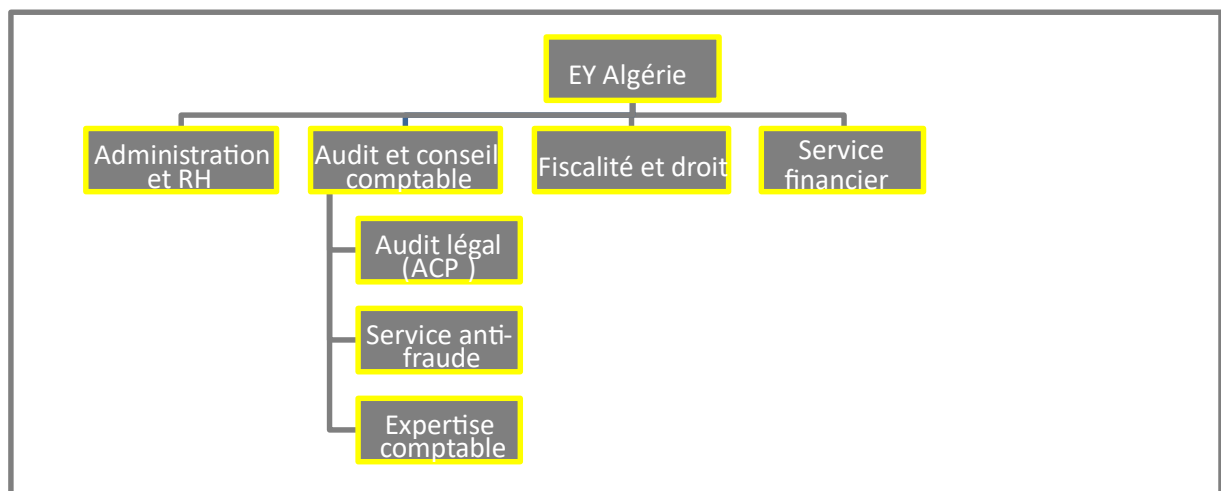
L'équipe d'audit est impliquée dans trois catégories de missions : La mission du commissariat aux comptes consiste principalement à attester de la conformité des comptes annuels et à émettre des opinions objectives sur la conformité, l'authenticité et la sincérité des comptes. La société peut accorder une autorisation pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. La mission de reporting consiste principalement à formuler un avis sur la situation financière de l'entreprise en accord avec les directives du groupe envers ses filiales.

La mission de due diligence est effectuée sur demande des acquéreurs potentiels et inclut une évaluation de la situation financière de l'entreprise examinée. Partenaire consultant en audit de Pole Audit (ACP). Ce service a pour mission de gérer la comptabilité et l'expertise comptable, ainsi que d'assurer l'établissement des bulletins de paie en conformité avec les normes et les principes comptables.

3.6 Département de la Fiscalité et de la Lutte contre la Fraude :

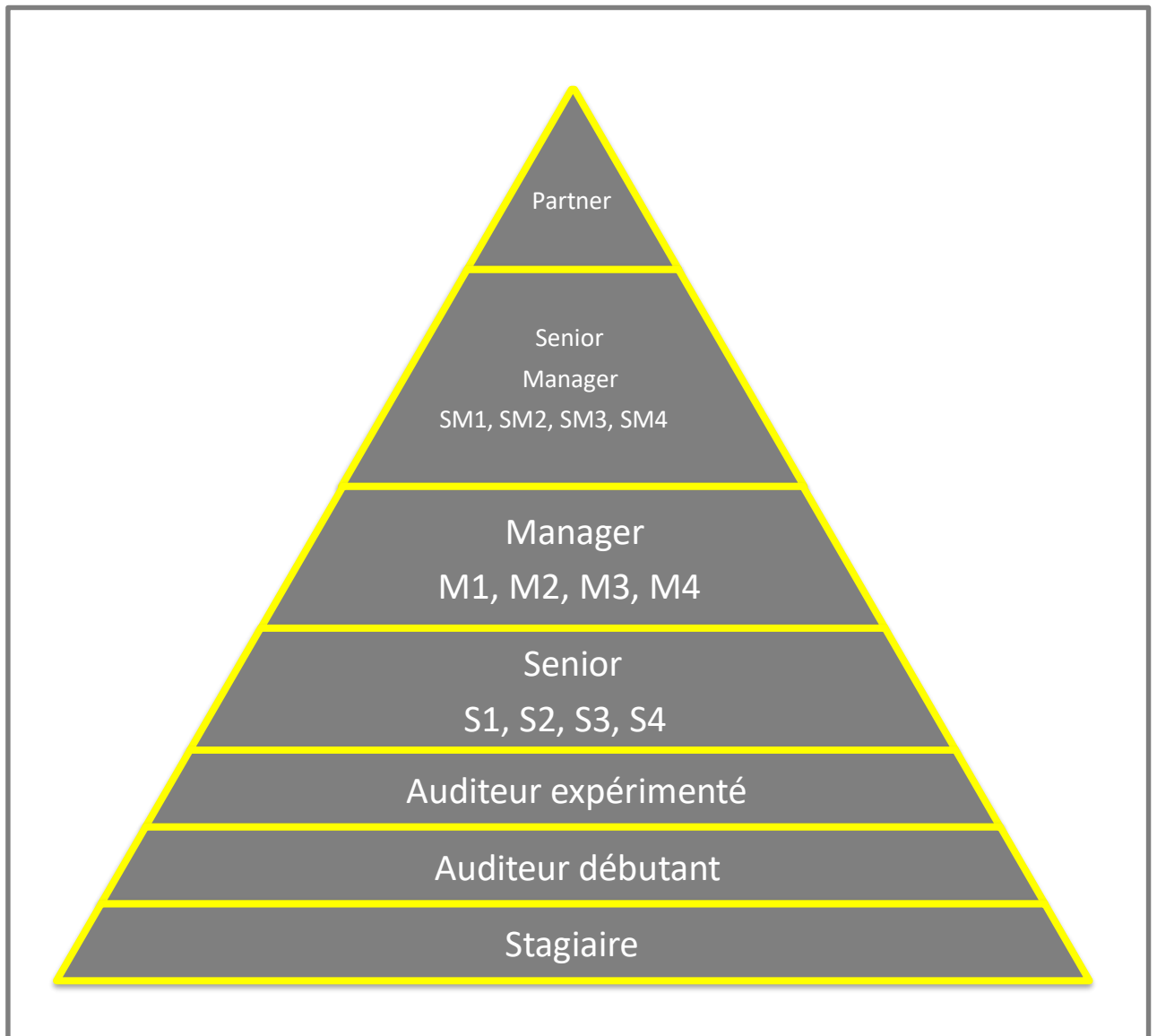
Le récent centre d'intervention a été créé en réponse à des scandales ayant entraîné la chute de nombreuses entreprises, dans le but de promouvoir l'intégrité. EY s'est engagé dans le développement de services adaptés pour répondre aux besoins des entreprises cherchant à promouvoir des valeurs "morales". En cas de conflit ou de transaction financière suspecte.

Figure N° 03 : Organigramme de EY Algérie



Source : Document interne -Service Audit.

Figure N° 04 : Pyramide hiérarchique de EY Algérie.



Source : Document interne -Service Audit.

3.Présentations de Tech solution Ltd :

TechSolutions Ltd. est une entreprise fictive opérant dans le secteur des technologies de l'information, spécialisée dans le développement de solutions logicielles innovantes et de services informatiques à l'échelle mondiale. Fondée en 2010, l'entreprise s'est rapidement imposée comme un acteur clé dans la transformation numérique, offrant une gamme de services incluant le développement de logiciels sur mesure, la gestion de bases de données, l'analyse de données volumineuses, et des solutions de cybersécurité adaptées aux besoins des entreprises.

Basée dans une grande métropole technologique, TechSolutions Ltd. emploie plus de 500 professionnels qualifiés et opère dans plus de 30 pays, servant des clients variés, allant des

startups aux multinationales. Son engagement envers l'innovation, l'intégrité, et l'excellence opérationnelle en fait un modèle pertinent pour analyser les pratiques d'audit légal.

Dans le cadre de ce mémoire, TechSolutions Ltd. sert de cas d'étude fictif pour évaluer l'application de la norme ISA 530, en examinant comment ses états financiers complexes et ses processus numériques peuvent être audités pour détecter efficacement les anomalies significatives.

Section 02 : Impact de la norme ISA 530 sur un audit légal :

La présentation du cabinet EY a montré comment un grand cabinet utilise des outils modernes, comme EY Logiciel, pour rendre les audits légaux plus efficaces et fiables. Mais pour comprendre comment la norme ISA 530 améliore vraiment les audits, il faut regarder de près ses effets sur la qualité du travail des auditeurs. Cette norme, créée par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), donne des règles claires pour choisir et vérifier un échantillon de données, ce qui aide à s'assurer que les chiffres de l'entreprise sont corrects. La section suivante explore ces effets en trois parties : d'abord, comment la norme rend les conclusions plus fiables ; ensuite, comment elle aide à gérer les erreurs trouvées ; enfin, comment elle organise la documentation des tests. Ces points montrent pourquoi l'ISA 530 est importante pour faire des audits légaux de qualité.

1.Amélioration de la fiabilité des conclusions :

La norme ISA 530, intitulée *Audit Sampling*, guide les auditeurs dans la conception et l'exécution de méthodes d'échantillonnage, qu'elles soient statistiques ou non statistiques, afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés (IAASB, 2020). Ce cadre méthodologique permet de réduire le risque d'échantillonnage, défini comme le risque qu'une conclusion basée sur un échantillon diffère de celle qui aurait été tirée de l'examen de l'ensemble de la population. En structurant le processus de sélection des éléments à tester, l'ISA 530 assure que l'échantillon est représentatif et que les conclusions tirées sont fiables. Par exemple, dans un audit légal des états financiers, un auditeur peut utiliser une méthode d'échantillonnage statistique pour tester un sous-ensemble de transactions, comme les ventes ou les paiements, afin de vérifier leur conformité aux normes comptables. Cette approche, soutenue par la norme, garantit que les résultats sont extrapolables à l'ensemble de la population avec un degré de confiance élevé.

Voici un tableau qui résume l'effet de ISA530 sur la qualité de l'audit :

Tableau N ° 05: Analyse des effets de l'ISA 530 sur la qualité de l'audit légal

Aspect de l'audit	Avant ISA 530	Après application de l'ISA 530	Impact global
Fiabilité des conclusions	Moyenne	Élevée	Positive
Justifications du rapport	Moyenne	Solide	Positive
Temps de réalisation	Plus court	Parfois plus long	Positive
Acceptation par le CAC	Variable	Standardise	Neutre

Source: élaboré par nos soins

2.Principes et Méthodologie de l'Échantillonnage selon l'ISA 530 :

La norme ISA 530, *Audit Sampling*, élaborée par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), fournit un cadre méthodologique rigoureux pour l'échantillonnage dans les audits, permettant aux auditeurs d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés tout en optimisant les ressources. En structurant la sélection et l'évaluation d'un sous-ensemble représentatif de données financières, cette norme réduit le risque d'échantillonnage, défini comme le risque qu'une conclusion basée sur un échantillon diffère de celle qui aurait été tirée de l'examen de l'ensemble de la population .

Dans un audit légal, où la fiabilité des conclusions est essentielle pour garantir la conformité aux normes comptables telles que les SCF, l'ISA 530 joue un rôle central en assurant la robustesse des procédures d'audit. Cette section examine les principes fondamentaux de l'échantillonnage, les méthodes disponibles, et la planification rigoureuse imposée par la norme, en mettant en lumière leur application dans les pratiques modernes, notamment celles d'un cabinet comme EY.

➤ Principes fondamentaux de l'échantillonnage:

L'ISA 530 repose sur le principe qu'un audit exhaustif de toutes les transactions ou soldes d'une entreprise est souvent irréalisable en raison de contraintes de temps et de coût. L'échantillonnage permet ainsi de tirer des conclusions fiables sur une population entière à partir d'un échantillon soigneusement conçu. Selon l'IAASB, les objectifs de l'échantillonnage en audit sont :

- **Fournir des éléments probants** pour valider les assertions des états financiers, telles que l'exactitude, l'exhaustivité ou l'occurrence ;
- **Minimiser le risque d'échantillonnage** à un niveau acceptable, en cohérence avec le risque d'audit global.

La norme distingue deux approches principales :

1. **Échantillonnage statistique** : Utilise des techniques probabilistes, comme l'échantillonnage aléatoire simple, stratifié, ou basé sur la valeur monétaire (*monetary unit sampling*). Ces méthodes permettent de quantifier le risque et d'obtenir des résultats statistiquement valides, souvent avec un niveau de confiance de 95 % ou plus ;
2. **Échantillonnage non statistique** : Repose sur le jugement professionnel pour sélectionner les éléments à tester, adapté aux populations petites ou aux situations où des facteurs qualitatifs prédominent ceci s'applique par exemple aux compte 622 du SCF ou le libelle joue un rôle essentiel dans le choix du testing¹.

Dans un audit légal, l'échantillonnage statistique est privilégié pour sa transparence et sa capacité à répondre aux attentes des parties prenantes, car il offre une justification quantifiable des conclusions.

Voici un tableau de comparaison entre l'échantillonnage statistiques et l'échantillonnage non statistiques:

Tableau N°06: Comparaison entre échantillonnage statistiques et échantillonnage non statistiques

Critère	Échantillonnage statistiques	Échantillonnage non statistiques
Objectivité	Élevée	Faible
Justificatif a l'audit	Plus solide	Plus subjectif
Complexité	Moyenne a élevée	Faible
Outils nécessaires	Logiciels , calculs	Jugement de l'auditeur

Source: élaborée par nos soins

¹ Testing : Dans le contexte de l'audit chez EY, le terme « testing » désigne l'ensemble des procédures appliquées pour vérifier la validité, l'exactitude et la conformité des informations financières.

➤ **Méthodologie et planification rigoureuse:**

La mise en œuvre de l'ISA 530 nécessite une planification méthodique pour garantir que l'échantillon est représentatif et que les résultats sont fiables. Cette planification comprend les étapes suivantes :

- **Évaluation du risque d'audit** : L'auditeur combine le risque d'anomalies significatives (risque inhérent et risque de contrôle) et le risque de non-détection pour déterminer l'étendue des tests. Par exemple, dans une entreprise opérant dans un secteur à haut risque, comme les technologies émergentes, un risque d'audit élevé justifie un échantillon plus large ;
- **Définition de la tolérance aux erreurs** : Ce seuil, lié à la matérialité, représente le niveau maximal d'erreurs toléré sans compromettre la fiabilité des états financiers. Par exemple, pour une entreprise avec un résultat net de 1 million de dinars , la tolérance pourrait être fixée à 2 % ;
- **Calcul de la taille de l'échantillon** : La taille dépend du niveau de confiance, de la tolérance aux erreurs, et de la variabilité de la population. Une formule statistique courante pour l'échantillonnage statistique est :¹

$$[n = \frac{Z^2 \cdot p \cdot (1-p) \cdot N}{E^2 \cdot (N-1) + Z^2 \cdot p \cdot (1-p)}]$$

où :

- **n** : taille de l'échantillon
- **Z** : score Z pour le niveau de confiance (par exemple, 1,96 pour 95 %)
- **p** : proportion attendue d'erreurs (souvent 0,5 pour une estimation prudente)
- **E** : marge d'erreur (liée à la tolérance aux erreurs)
- **N** : taille de la population

Prenons l'exemple d'un audit légal des ventes d'une entreprise avec 60 000 transactions. En fixant un niveau de confiance de 95 %, une tolérance aux erreurs de 1 % du chiffre d'affaires

¹ Arens, A. A., Elder, R. J., Beasley, M. S., & Hogan, C. E. (2023). Auditing and assurance services: An integrated approach (18th ed.). Pearson , p210

et un taux d'erreur attendu de 5 %, l'auditeur calcule une taille d'échantillon d'environ 450 transactions ;

- **Choix de la méthode d'échantillonnage** : La méthode est choisie en fonction de la population. Par exemple, l'échantillonnage stratifié est idéal pour une population hétérogène, comme des transactions de montants variés, car il divise la population en strates homogènes (par exemple, transactions supérieures ou inférieures à 5 000 DZD), réduisant la variabilité et optimisant la taille de l'échantillon.

Cette planification est renforcée par des outils technologiques, comme EY Logiciel, qui automatisent l'analyse des données et la sélection des échantillons en identifiant les transactions à haut risque, telles que des ventes inhabituelles ou des paiements en retard . Ces outils permettent aux auditeurs de respecter les exigences de l'ISA 530 tout en améliorant l'efficacité.

➤ **Application dans un audit légal:**

Dans un audit légal, l'ISA 530 garantit que les tests d'échantillonnage produisent des conclusions fiables, essentielles pour valider la conformité des états financiers aux normes comptables, comme le SCF , IFRS pour les créances. Par exemple, pour vérifier l'exactitude des revenus déclarés, un auditeur peut utiliser un échantillon stratifié de 450 transactions, testant les factures et les preuves de livraison pour s'assurer que les revenus sont reconnus correctement. Cette approche rigoureuse renforce la crédibilité du rapport d'audit, répondant aux attentes des parties prenantes, telles que les actionnaires ou les autorités réglementaires . Les cabinets comme EY intègrent ces principes dans leurs méthodologies, en s'appuyant sur des technologies avancées pour optimiser la planification et l'exécution des tests.

➤ **Défis et évolutions:**

La mise en œuvre de l'ISA 530 peut être complexe en raison des calculs statistiques requis et de la nécessité d'une expertise technique. Les auditeurs doivent également équilibrer la précision des tests avec les contraintes de temps. Cependant, l'adoption de technologies d'analyse de données, comme celles utilisées par EY, atténue ces défis en automatisant la sélection des échantillons et en permettant une analyse plus rapide et précise . À l'avenir, l'essor de l'analyse de données massives pourrait réduire la dépendance à l'échantillonnage en permettant l'examen de populations entières dans certains cas, tout en respectant les principes de l'ISA 530.

3.Contribution de l'ISA 530 à la Fiabilité des Conclusions d'Audit:

La norme ISA 530 impose une planification rigoureuse de l'échantillonnage en audit, un processus clé pour garantir la fiabilité des conclusions dans un audit légal. Cette planification repose sur une approche méthodique qui intègre des considérations statistiques et professionnelles pour déterminer la taille et la composition de l'échantillon. Selon l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), l'objectif est d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés, tout en minimisant le risque d'échantillonnage, c'est-à-dire le risque qu'une conclusion basée sur un échantillon diffère de celle qui aurait été obtenue en examinant l'ensemble de la population.

➤ Planification rigoureuse et détermination de la taille de l'échantillon:

L'ISA 530 exige que les auditeurs évaluent plusieurs paramètres avant de sélectionner un échantillon, notamment le **risque d'audit**, la **tolérance aux erreurs** (ou seuil de matérialité), et les **caractéristiques de la population** (par exemple, sa taille, sa variabilité ou son homogénéité). Le risque d'audit, qui combine le risque d'anomalies significatives (inhérent et de contrôle) et le risque de non-détection, guide la taille de l'échantillon : un risque élevé nécessite un échantillon plus large pour réduire l'incertitude . De même, la tolérance aux erreurs, définie comme le niveau maximal d'erreurs accepté sans affecter la fiabilité des états financiers, influence directement la précision requise. Par exemple, dans un audit légal d'une entreprise avec des transactions nombreuses et complexes, un auditeur peut fixer une tolérance aux erreurs basse , ce qui entraîne une taille d'échantillon plus importante pour atteindre un niveau de confiance statistique élevé.

Les méthodes statistiques, telles que l'échantillonnage aléatoire simple ou stratifié, sont souvent privilégiées pour garantir la représentativité de l'échantillon. Par exemple, l'échantillonnage stratifié permet de diviser une population hétérogène (comme les factures d'une entreprise) en sous-groupes homogènes (par exemple, par montant ou par client), réduisant ainsi la variabilité et optimisant la taille de l'échantillon .

Cette approche, bien que complexe, est simplifiée par des outils logiciels comme EY Logiciel, qui automatisent les calculs et intègrent des données massives pour identifier les transactions à risque . Par exemple, lors de l'audit légal d'une entreprise manufacturière, un auditeur peut utiliser un échantillonnage statistique pour tester 200 factures sur un total de 10 000, en fixant un risque d'audit à 5 % et une tolérance aux erreurs à 2 %. Si aucune anomalie

significative n'est détectée, l'auditeur peut conclure avec confiance que les états financiers sont exempts d'erreurs significatives.

➤ **Impact sur la fiabilité des conclusions:**

Cette planification rigoureuse renforce la confiance dans les conclusions d'audit en garantissant que les résultats de l'échantillon sont représentatifs de la population entière. Selon une étude de l'IFAC, les audits conduits conformément aux normes ISA, y compris l'ISA 530, réduisent le risque de conclusions erronées, ce qui est particulièrement crucial dans un audit légal où les parties prenantes s'appuient sur le rapport de l'auditeur pour prendre des décisions. De plus, l'utilisation croissante de l'analyse de données, soutenue par l'ISA 530, permet d'examiner des populations entières dans certains cas, réduisant encore le risque d'échantillonnage. Par exemple, EY utilise des techniques d'analyse prédictive pour identifier les transactions atypiques, renforçant la précision des tests d'échantillonnage.

Cependant, la planification rigoureuse peut être chronophage et nécessite une expertise statistique. Les auditeurs doivent équilibrer l'efficacité et la précision, un défi relevé grâce aux outils technologiques modernes. En somme, la discipline imposée par l'ISA 530 dans la détermination de la taille de l'échantillon et la sélection des éléments à tester constitue un pilier essentiel de la fiabilité des conclusions d'audit.

4.Applications Pratiques de l'ISA 530 dans l'Audit Légal des États Financiers :

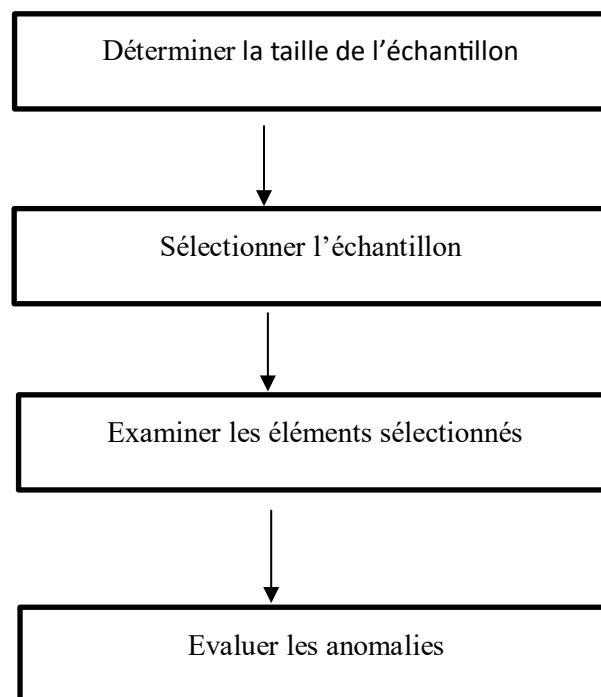
Lors de l'audit légal des états financiers d'une entreprise de distribution, l'auditeur doit vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des revenus déclarés. Supposons que l'entreprise ait enregistré 50 000 transactions de vente au cours de l'exercice, représentant un chiffre d'affaires de 100 millions de dinars. Examiner chaque transaction serait trop volumineux en terme de cout et de temps et inefficace. Selon l'ISA 530, l'auditeur planifie un échantillonnage statistique pour tester un sous-ensemble représentatif de ces transactions.

- **Planification :** L'auditeur fixe un niveau de confiance de 95 % , une tolérance aux erreurs de 1 % du chiffre d'affaires (1 million de dinars), et un taux d'erreur attendu de 5 % basé sur les audits précédents. En utilisant une formule statistique, la taille de l'échantillon est calculée à environ 400 transactions ;
- **Sélection :** Une méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié est appliquée, en divisant les transactions en strates selon leur montant (par exemple, ventes supérieures à 100

000 DZD et ventes inférieures). Cela garantit que les transactions à haut risque (grandes ventes) sont adéquatement représentées ;

- **Test :** L'auditeur examine les factures, les contrats clients et les preuves de livraison pour vérifier la conformité avec les normes comptable en vigueur . Si une anomalie est détectée (par exemple, une vente enregistrée sans bon de livraison), l'ISA 530 exige d'évaluer si cette erreur est isolée ou indicative d'un problème systémique ;
- **Résultat :** Si aucune anomalie significative n'est identifiée, l'auditeur conclut que le chiffre d'affaires est présenté de manière fidèle, renforçant la fiabilité du rapport d'audit. Cet exemple montre comment l'ISA 530 permet de tester un échantillon représentatif pour garantir la conformité comptable tout en optimisant les ressources. Voici un schéma qui résume les étapes d'application de la norme ISA 530 :

FIGURE N° 5 : ETAPES D'APPLICATION DE LA NORME ISA530



Source: Élaborée par nos soins

5.Gestion des anomalies détectées :

L'analyse des principes et de la méthodologie de l'ISA 530 a démontré comment une planification rigoureuse de l'échantillonnage améliore la fiabilité des conclusions d'audit en garantissant la représentativité des tests. Cependant, la qualité d'un audit légal ne repose pas

uniquement sur la conception de l'échantillon, mais également sur la capacité à identifier et à gérer les anomalies détectées lors des tests.

La norme ISA 530 fournit un cadre structuré pour évaluer et traiter ces anomalies, renforçant ainsi la robustesse des travaux d'audit. La section suivante explore comment l'application de l'ISA 530 facilite la gestion des anomalies, en assurant une réponse appropriée aux erreurs identifiées et en maintenant la conformité aux normes comptables.

5.1 Principes de gestion des anomalies selon l'ISA 530 :

L'ISA 530 exige que les auditeurs évaluent toute anomalie détectée dans un échantillon pour déterminer si elle est indicative d'erreurs significatives dans la population entière. Une anomalie est définie comme une différence entre la valeur enregistrée et la valeur réelle d'une transaction ou d'un solde, qui peut résulter d'une erreur ou d'une fraude . Les étapes clés de la gestion des anomalies incluent :

- **Identification** : Vérifier si l'anomalie est réelle (par exemple, en examinant des documents justificatifs comme des factures ou des contrats) ;
- **Évaluation** : Déterminer si l'anomalie est isolée (spécifique à l'élément testé) ou systémique (indiquant un problème plus large, comme une faiblesse dans les contrôles internes) ;
- **Actions correctives** : Si l'erreur projetée dépasse la tolérance aux erreurs (seuil de matérialité), l'auditeur peut étendre l'échantillon, modifier l'approche d'audit, ou demander des ajustements aux états financiers.

Si cette erreur projetée dépasse la tolérance aux erreurs (par exemple, 100 000 dzd), des tests supplémentaires sont nécessaires . Cette approche méthodique garantit que les anomalies significatives sont identifiées et traitées, renforçant la fiabilité des conclusions d'audit.

5.2 Contribution à la qualité de l'audit légal:

La gestion rigoureuse des anomalies selon l'ISA 530 améliore la qualité des audits légaux en plusieurs aspects. Premièrement, elle permet de détecter des erreurs matérielles qui pourraient fausser les états financiers, protégeant ainsi les parties prenantes, telles que les actionnaires ou les créanciers. Deuxièmement, elle renforce la crédibilité du rapport d'audit en démontrant que l'auditeur a pris des mesures appropriées face aux anomalies. Selon une étude

de l'IFAC , les audits conformes aux normes ISA, y compris l'ISA 530, réduisent le risque de conclusions erronées, un enjeu crucial dans les audits légaux où la responsabilité de l'auditeur est engagée. Enfin, l'utilisation d'outils technologiques, comme EY Logiciel, facilite l'identification et l'analyse des anomalies en automatisant l'examen des données et en ciblant les transactions à risque (EY, 2023). Par exemple, EY Logiciel peut détecter des factures dupliquées ou des paiements anormaux, permettant une réponse rapide et précise conformément à l'ISA 530.

L'examen de la gestion des anomalies détectées a mis en évidence comment l'ISA 530 permet aux auditeurs d'identifier et de traiter les erreurs de manière méthodique, renforçant ainsi la fiabilité des conclusions d'audit. Cependant, la qualité d'un audit légal ne se limite pas à la conception et à l'exécution des tests, mais repose également sur la capacité à démontrer la conformité des procédures suivies. La norme ISA 530 impose une documentation rigoureuse des processus d'échantillonnage, garantissant la traçabilité et la transparence des travaux réalisés. La section suivante explore comment cette exigence de documentation contribue à la qualité des audits légaux, en assurant la reproductibilité des résultats et la conformité aux normes internationales.

5.3 Documentation des procédures d'échantillonnage:

La documentation des procédures d'échantillonnage, telle que prescrite par la norme ISA 530 (*Audit Sampling*), constitue un élément essentiel de l'audit légal, permettant aux auditeurs de justifier leurs conclusions et de répondre aux exigences des parties prenantes et des régulateurs. Élaborée par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), l'ISA 530 exige que les auditeurs consignent de manière détaillée les objectifs, la méthodologie, les résultats et les conclusions de leurs tests d'échantillonnage . Cette documentation renforce la traçabilité, facilite les revues externes, et garantit que les travaux d'audit respectent les normes comptables, telles que les IFRS. En s'appuyant sur des outils technologiques modernes, comme ceux utilisés par EY, les auditeurs peuvent optimiser ce processus tout en respectant les exigences de la norme. Cette section analyse les principes de la documentation selon l'ISA 530, son impact sur la qualité de l'audit, et illustre son application à travers des exemples concrets.

5.4 Principes de la documentation selon l'ISA 530:

L'ISA 530 stipule que la documentation doit être suffisamment détaillée pour permettre à un auditeur expérimenté, sans connaissance préalable de l'audit, de comprendre la nature, le calendrier, l'étendue et les résultats des procédures d'échantillonnage. Les éléments clés à documenter incluent :

- **Objectifs de l'échantillonnage** : Par exemple, vérifier l'exactitude des revenus ou l'exhaustivité des créances ;
- **Méthodologie** : Description de la méthode utilisée (par exemple, échantillonnage aléatoire ou stratifié), de la taille de l'échantillon, et des paramètres statistiques (niveau de confiance, tolérance aux erreurs) ;
- **Sélection des éléments** : Justification des critères de sélection, comme l'inclusion de transactions à haut risque ;
- **Résultats** : Anomalies détectées, erreurs projetées, et actions correctives entreprises ;
- **Conclusions** : Évaluation de l'impact des résultats sur les assertions des états financiers.

Cette documentation doit être claire, organisée, et traçable, permettant une revue par des tiers, tels que des régulateurs ou des auditeurs internes. Par exemple, lors de la vérification des ventes d'une entreprise, l'auditeur documente la taille de l'échantillon (par exemple, 400 transactions sur 20 000), le niveau de confiance (95 %), et toute anomalie identifiée, avec les calculs d'extrapolation correspondants. Cette rigueur garantit que les travaux sont conformes aux exigences de l'ISA 530 et des normes comptables.

5.5 Contribution de la documentation à la qualité de l'audit légal :

La documentation imposée par l'ISA 530 améliore la qualité des audits légaux de plusieurs manières. Premièrement, elle assure la **traçabilité**, permettant aux auditeurs de justifier chaque étape de leurs travaux, ce qui est crucial en cas de revue externe par des régulateurs ou des pairs. Deuxièmement, elle renforce la **transparence**, en démontrant que les conclusions sont basées sur des procédures rigoureuses et conformes aux normes internationales. Selon l'IFAC (2022), une documentation complète réduit le risque d'erreurs non détectées et accroît la confiance des parties prenantes dans les rapports d'audit. Troisièmement, elle facilite la **reproductibilité**, permettant à d'autres auditeurs de répliquer les

tests pour vérifier les résultats, un aspect essentiel dans un audit légal où la responsabilité de l'auditeur est engagée.

Les outils technologiques modernes, comme EY Logiciel, jouent un rôle clé dans ce processus en automatisant la documentation et en intégrant les données des tests d'échantillonnage dans des plateformes centralisées (EY, 2023). Par exemple, EY Logiciel peut générer des rapports détaillés sur les paramètres d'échantillonnage, les anomalies détectées, et les ajustements effectués, réduisant le temps nécessaire tout en respectant les exigences de l'ISA 530. Cette automatisation permet aux auditeurs de se concentrer sur l'analyse des résultats, améliorant ainsi l'efficacité et la qualité des audits.

Section 03: Étude de cas et analyse pratique:

La norme ISA 530, *Audit Sampling*, élaborée par l'International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB), offre un cadre structuré pour concevoir et exécuter des tests d'échantillonnage, permettant aux auditeurs d'obtenir des éléments probants fiables tout en optimisant les ressources. Cette section présente une étude de cas fictive basée sur l'audit légal des états financiers de TechSolutions Ltd., une entreprise technologique fictive avec un chiffre d'affaires de 6 462 140 828 DZD. En examinant comment la norme ISA 530 est appliquée dans cet audit, cette étude cherche à décrire son impact sur la qualité des travaux d'audit, tout en identifiant les bonnes pratiques et les défis rencontrés.

La section s'articule en plusieurs parties : un cadre théorique pour contextualiser l'étude, une méthodologie descriptive de la recherche, la présentation de la démarche d'audit conforme à l'ISA 530, l'analyse des résultats, une discussion des implications, et une évaluation des limites de l'application de la norme.

1. Cadre théorique :

L'ISA 530 guide les auditeurs dans la sélection et l'évaluation d'échantillons pour tester les assertions des états financiers, telles que l'exactitude, l'exhaustivité, ou l'occurrence, tout en minimisant le risque d'échantillonnage. Dans un audit légal, où la conformité aux normes comptables internationales, comme les IFRS, est cruciale, la norme joue un rôle essentiel en structurant les procédures d'audit. Pour une entreprise technologique comme TechSolutions Ltd., caractérisée par un volume élevé de transactions et des risques liés à la reconnaissance des revenus, l'ISA 530 est particulièrement pertinente. En s'appuyant sur des outils numériques, tels que EY Logiciel, les auditeurs peuvent optimiser la planification, la gestion des anomalies, et la documentation, tout en respectant les exigences de la norme (EY, 2023). Ce cadre théorique établit les bases de l'étude de cas, en définissant les attentes pour l'audit de TechSolutions Ltd.

2. Méthodologie de la recherche :

L'étude de cas adopte une **approche descriptive** pour analyser l'application de la norme ISA 530 dans l'audit légal des états financiers de TechSolutions Ltd., une entreprise technologique fictive avec un chiffre d'affaires de 6 462 140 828 DZD. L'approche descriptive vise à fournir une description détaillée des processus d'audit, des décisions prises, et des résultats obtenus, en mettant en évidence comment la norme structure les travaux dans un

contexte pratique. Cette méthodologie s'inspire des pratiques d'audit d'EY et des exigences de l'ISA 530, en utilisant des données simulées basées sur des scénarios réalistes.

➤ **Objectifs de la recherche**

L'objectif principal est de décrire comment l'ISA 530 influence la conduite de l'audit légal, en examinant :

- La planification et la conception de l'échantillonnage ;
- La détection et la gestion des anomalies ;
- La documentation des procédures et des conclusions.

➤ **Données et sources**

Les données simulées incluent :

- Les états financiers de TechSolutions Ltd., avec un chiffre d'affaires de 6 462 140 828 DZD ;
- Les analyses de comptes ;
- Les rapports de contrôle interne, simulant des faiblesses potentielles dans la reconnaissance des revenus ;
- Ces données sont analysées en suivant les lignes directrices de l'ISA 530, en utilisant des outils comme EY Logiciel pour refléter les pratiques modernes d'audit.

➤ **Processus d'analyse**

L'analyse descriptive se concentre sur la narration des étapes suivantes :

- **Planification** : Définition des paramètres d'échantillonnage, tels que le risque d'audit, la tolérance aux erreurs ;
- **Exécution** : Mise en œuvre des tests d'échantillonnage et identification des anomalies ;
- **Évaluation** : Extrapolation des erreurs détectées et prise de décisions (ajustements comptables ou tests supplémentaires) ;
- **Documentation** : Enregistrement détaillé des procédures dans un dossier d'audit. Les résultats sont présentés sous forme narrative.

➤ **Difficulté rencontrée :**

Une très grande protection de données qui empêche une étude sur un cas réel, c'est pour cela que nous avons choisi d'étudier un cas fictif, EY protège les données de ces clients et n'autorise pas la divulgation de leur données.

3. Présentation d'une démarche d'audit légal réalisée selon l'ISA 530 :

L'audit légal de TechSolutions Ltd. porte sur la vérification de tous les aspects comptables : revenus, charges, immobilisations, etc., totalisant 6 462 140 828 DZD de chiffre d'affaires. L'auditeur, suivant les pratiques d'EY, applique l'ISA 530 pour structurer les tests pour ensuite les vérifier.

3.1 Planification :

Dans cette étape nous allons déterminer nos seuils afin de procéder à la sélection et à l'échantillonnage. Selon la méthodologie d'EY, la détermination des seuils passe par les étapes suivantes :

➤ Détermination du Planning Materiality PM

Compte tenu de notre compréhension de la nature et du niveau de l'activité de l'entreprise, en considérant aussi l'agrégat le plus suivi par la direction, nous optons pour l'utilisation de l'excédent brut de l'exploitation (EBE) pour le calcul du PM. Le tableau ci-dessous présente le montant du PM :

Tableau N°7: Détermination du PM :

Libellé	Montant en DA
EBE au 31/12/2024	2 045 190 324
PM selon la fourchette haute 10%	204 519 032,43
PM selon la fourchette basse 5%	102 259 516,21
PM	204 519 032,43

Source : document interne EY avec adaptation

➤ Interprétation du PM

Étant donné que nous avons opté pour une fourchette haute, donc le PM est égal à 10% de l'EBE. Nous estimerons que toute erreur dans les états financiers prise isolément ou identifiée de manière agrégée supérieure ou égale à 153 389 274 DA, constituerait un élément suffisant pour refuser de certifier les états financiers si aucune mesure corrective n'est mise en œuvre. Le niveau de la fourchette est déterminé en se basant sur plusieurs critères selon la

méthodologie d'EY : le nombre des actionnaires, le financement externe, etc...

➤ **Détermination de l'Erreur Tolérable ET**

Nous avons choisi une fourchette haute car nous n'avons pas d'ajustement au cours des années précédentes.

Tableau N°8 : Détermination du ET :

Libellé	Montant en DA
Planning Materiality	204 519 032,43
Erreur tolérable 75 % du PM	153 389 274

Source : document interne à EY avec adaptation

➤ **Interprétation de l'ET**

Un compte sera considéré comme significative et devra faire l'objet d'un échantillonnage si et seulement si son solde est supérieur à 153 389 274 DA **Détermination du seuil d'identification SI**

- Le niveau du combined risk assessment (CRA) : le degré du CRA concernant le cycle achat est déterminé Moderate ;
- Actifs ou passifs du bilan : le compte fournisseurs est un compte passif, par conséquent, nous choisissons la case qui varie entre 10-15%. Néanmoins, le compte des avances fournisseur est un compte débiteur donc, nous choisissons également la case qui varie entre 25-50 ;
- Fourchette haute ou fourchette basse : Etant donné que les ajustements de l'exercice précédent étaient non significative une fourchette haute qui est fixé à 15% de l'ET.

➤ **Calcul des montants du Seuil d'Investigation SI**

Les seuils d'investigations sur lesquels se basera notre audit des comptes fournisseur sont présentés comme suit :

Tableau N°9 : Les seuils d'investigation :

Libellé	Montant en DA
ET	153 389 274
SI 15% de l'ET (Pour les opérations débitrices)	23 008 391,15

Source : document interne à EY avec adaptation

3.2 Sélection :

Lors de la phase de sélection et afin de couvrir les différents risques d’audit nous avons récupérée les analyses de comptes des comptes qui sont supérieur à notre ET pour faire un échantillonnage, nous allons prendre pour exemple le compte des charges soit tous les compte 6 du SCF , pour ce compte nous allons faire simplement une extraction du Grand Livre de l’entreprise :

Tableau N° 10 : Extraction du Grand Livre des comptes charges

FOLIO	PIECE	DATE	REFERENCE	LIBELLE	CODE	DEBIT	CO	CODE	AU	DEBIT	DEBIT	CREDIT	SOLDE
6	000310	30/06/2024	Ent prov	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0588			0.00	26 031 436.00		-26 031 436.00
1	000442	31/07/2024	FN 003/2024	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			63 517 411.87		0.00	63 517 411.87
2	000390	29/02/2024	FN 006/2024	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			60 201 857.73		0.00	60 201 857.73
3	00166	31/03/2024	F PS 2024/012	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			50 381 731.48		0.00	50 381 731.48
6	00451	31/08/2024	FNP	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			43 664 608.41		0.00	43 664 608.41
10	00531	31/10/2024	F PS2024/038	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			42 310 022.93		0.00	42 310 022.93
11	00676	30/11/2024	FN 042/2024	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			41 115 723.46		0.00	41 115 723.46
7	00403	31/07/2024	FN 025/2024	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			40 732 970.52		0.00	40 732 970.52
5	00494	30/09/2024	F PS2024/033	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			40 153 075.82		0.00	40 153 075.82
6	00324	30/06/2024	F 2024/021	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			38 934 497.94		0.00	38 934 497.94
4	00212	30/04/2024	F PS 2024/013	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			36 471 497.57		0.00	36 471 497.57
2	000103	28/02/2024	OD	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0588			31 300 000.00		0.00	31 300 000.00
12	00868	31/12/2024	FN 045/2024	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			30 569 130.07		0.00	30 569 130.07
5	00284	31/05/2024	F 2024/019	XXXXXXXXXX	AD	622100	FR0164			27 479 480.34		0.00	27 479 480.34
3	00140	25/03/2024	F FV10072/24	XXXXXXXXXX	AD	615100				239 000.00		0.00	239 000.00
12	00701	19/12/2024	FN 834/2024	XXXXXXXXXX	AD	613300				40 000.00		0.00	40 000.00
12	00849	31/12/2024	F 065/2024	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0588			20 200 000.00		0.00	20 200 000.00
12	000212	31/12/2024	OD	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0164			16 167 450.00		0.00	16 167 450.00
12	00866	31/12/2024	F 24/00074	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0135			15 995 000.00		0.00	15 995 000.00
6	00330	30/06/2024	F 020/2024	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0588			15 907 500.00		0.00	15 907 500.00
12	000269	31/12/2024	OD	XXXXXXXXXX	OD	621200				8 949 630.40		0.00	8 949 630.40
7	00353	23/07/2024	FNHY/24-0008	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0683			8 080 000.00		0.00	8 080 000.00
12	000138	31/12/2024	BC 57 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0703			7 976 000.00		0.00	7 976 000.00
6	00331	30/06/2024	F 021/2024	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0588			7 405 710.11		0.00	7 405 710.11
12	000141	31/12/2024	BC 63 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0351			6 338 420.00		0.00	6 338 420.00
12	000139	31/12/2024	BC 61 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0351			5 995 800.00		0.00	5 995 800.00
12	000143	31/12/2024	BC 66 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0351			5 869 890.00		0.00	5 869 890.00
12	00819	19/12/2024	F PSF01/2024	XXXXXXXXXX	AD	611100	FR0526			5 332 374.79		0.00	5 332 374.79
12	000142	31/12/2024	BC 64 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0538			5 202 697.50		0.00	5 202 697.50
12	00636	19/12/2024	F 9163/3408	XXXXXXXXXX	AD	615000				4 694 286.34		0.00	4 694 286.34
12	00856	31/12/2024	F 2024/382	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0185			4 226 648.00		0.00	4 226 648.00
12	000144	31/12/2024	BC 67 MKT	XXXXXXXXXX	OD	623100	FR0538			3 965 959.00		0.00	3 965 959.00
12	00820	31/12/2024	F PSF02/2024	XXXXXXXXXX	AD	611100	FR0526			3 885 342.10		0.00	3 885 342.10
6	00332	30/06/2024	F 022/2024	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0588			3 621 289.35		0.00	3 621 289.35
9	00431	03/09/2024	F FAC -2412	XXXXXXXXXX	AD	622200	FR0697			3 100 000.00		0.00	3 100 000.00
12	00860	31/12/2024	F 24000050	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0322			3 000 000.00		0.00	3 000 000.00
3	00100	06/03/2024	FN 013/2024	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0142			2 868 139.42		0.00	2 868 139.42
12	00848	31/12/2024	ND 001-2024/SMD	XXXXXXXXXX	AD	623100	FR0164			2 867 173.00		0.00	2 867 173.00

Source: document interne EY avec adaptation

Nous allons introduire cette extraction dans un logiciel dédié pour qui nous sélectionne les écritures à tester. Il fonctionne de la manière suivante :

- **Sélection significative :** le logiciel se charge de sectionne toute les écriture ou opérations supérieur à notre seuil d’investigations (SI), que nous appelons Key items ;
- **Sélection aléatoire :** le logiciel choisi des écritures supplémentaires à teste pour avoir une meilleure assurance.

Voici le résultat des outputs du logiciel en question :

Tableau N° 11 : Outputs de EY logiciel

Sample (by ascending order)

Sample #	Selection ID	Sample type	SOLDE	File originated name
1	-	Key item	63,517,411.87	xxxxxxxx
2	-	Key item	60,201,857.73	xxxxxxxx
3	-	Key item	50,381,731.48	xxxxxxxx
4	-	Key item	43,664,608.41	xxxxxxxx
5	-	Key item	42,310,022.93	xxxxxxxx
6	-	Key item	41,115,723.46	xxxxxxxx
7	-	Key item	40,732,970.52	xxxxxxxx
8	-	Key item	40,159,075.82	xxxxxxxx
9	-	Key item	38,934,497.94	xxxxxxxx
10	-	Key item	36,471,497.57	xxxxxxxx
11	-	Key item	31,300,000.00	xxxxxxxx
12	-	Key item	30,569,130.07	xxxxxxxx
13	-	Key item	27,479,480.34	xxxxxxxx
14	213	Representative	239,000.00	xxxxxxxx
15	535	Representative	40,000.00	xxxxxxxx

Source: Document interne EY avec adaptation

A noter qu'il y a eu 13 sélections de sélections significative (Key item) et deux autres sélectionnée aléatoirement

3.3 Tests :

A cette étape la l'entreprise TechSolutions Ltd doit nous fournir les justificatifs des opérations sélectionnées par le logiciel tels que : Factures , Bons de livraison , Services Fait , PV d'intervention , Bons de commande.

3.4 Gestion de l'anomalie :

Après avoires reçus l'ensemble des données liées a notre échantillonnage nous n'avons détecte aucune anomalie donc aucun ajustement na été nécessaires.

3.5 Documentation :

Pour cette étape nous conservons dans une base de donnes toutes les document fournis par l'entreprise qui justifie les montant des opérations testées.

4. Discussion et interprétation des résultats:

L'audit des revenus de TechSolutions Ltd., qui s'élèvent à 6 462 140 828 DZD, illustre comment la norme ISA 530 aide à vérifier les chiffres d'une entreprise de façon claire et organisée. En testant uniquement 15 écritures , les auditeurs n'ont trouvé aucune anomalie, ce qui suggère que les données de l'entreprise sont correctes et fiables. Cette partie explique ce que ce résultat nous apprend, en comparant ce qui a été fait avec ce que la norme demande, en

évaluant l'apport des outils comme EY Logiciel dans le processus d'audit légal, et en discutant des implications pour la qualité globale de l'audit.

➤ **Ce que les résultats montrent par rapport à la norme**

La norme ISA 530 recommande qu'il faut choisir un petit groupe d'écritures à vérifier pour s'assurer que les chiffres de l'entreprise sont justes, tout en évitant de gros problèmes. Dans de l'audit étudié, les auditeurs ont procédé à l'examen 15 écritures sans relever d'anomalie. Cela est conforme aux exigences de la norme, qui demande de vérifier un échantillon pour donner une idée fiable des données. Puisqu'aucune erreur n'a été trouvée, les auditeurs ont pu conclure que les opérations enregistré étaient corrects sans faire d'autres tests. Mais toutefois la taille de l'échantillon choisie (15 écritures seulement) peut poser un risque, car un échantillon aussi petit pourrait ne pas repérer des problèmes cachés. Ce résultat montre que l'ISA 530 fonctionne bien quand les données sont bonnes, mais qu'il faut faire attention à la taille de l'échantillon.

➤ **L'aide des outils numériques**

L'outil EY Logiciel a grandement facilité la réalisation de cet audit. Il a permis de sélectionner automatiquement les 15 écritures en identifiant celles qui semblaient importantes ou risquées. Cela a permis aux auditeurs de se concentrer sur les transactions les plus pertinentes, ce qui a optimisé le temps de de trie et d'analyse. Toutefois, même avec l'appui de EY Logiciel, les auditeurs ont dû vérifier les documents eux-mêmes pour s'assurer l'exactitude des données. Ce constat souligne l'importance persistante de leur expertise, même avec un outil moderne, dans le processus d'audit. Une dépendance excessive aux outils numérique et technologique pourrait faire oublier de vérifier des détails et des éléments subtils que seul l'expérience professionnelle d'un auditeur permet de détecter.

➤ **Ce que cela change pour la qualité de l'audit**

L'audit réalisé montre que l'ISA 530 rend l'audit légal plus fiable à plusieurs niveaux. D'abord, elle aide à vérifier les chiffres correctement, (dans le cas présent, aucune erreur n'a été trouvée), ce qui qui renforce la confiance dans l'exactitude des données de l'entreprise. Ensuite, des outils comme EY Logiciel optimise le processus de sélection des écritures à tester, ce qui représente un gain de temps non négligeable, notamment dans des contextes où les délais sont restreints. Enfin, le dossier numérique facilite les contrôles ultérieurs par d'autres intervenants, comme les inspecteurs ou les superviseurs, en garantissant la traçabilité des travaux réalisés. Ces éléments concourent à renforcer la crédibilité de l'audit auprès des

utilisateurs des états financiers, notamment les dirigeants et les actionnaires. En revanche, le fait de tester seulement 15 écritures montre qu'il y a un risque de rater un problème. Pour que l'audit et les conclusions soient vraiment solides, il est donc essentiel que les auditeurs procèdent à une sélection d'échantillon rigoureuse et que les données communiquées par l'entreprise soient fiables et transparentes.

➤ **Idées pour mieux utiliser la norme**

Bien que l'audit de TechSolutions Ltd. se soit déroulé avec succès et n'ait révélé aucune erreur, l'application de la norme ISA 530 a engendré certaines difficultés. Cette partie explique ces problématiques de manière simple et claire, en expliquant p leur origines, leur signification, et comment on pourrait les résoudre.

5. Limites rencontrées dans l'application de l'ISA 530 :

Même si l'audit de TechSolutions Ltd. a bien marché et n'a trouvé aucune erreur, utiliser l'ISA 530 a causé quelques difficultés. Cette partie explique ces problèmes de manière simple, en disant pourquoi ils sont apparus, ce qu'ils signifient, et comment on pourrait les résoudre.

➤ **Un échantillon trop petit**

Tester seulement 15 écritures sur 2011 transactions est une limite importante. L'ISA 530 permet de choisir un petit échantillon pour gagner du temps, mais cela augmente le risque de rater des erreurs. Dans cet audit, aucune erreur n'a été trouvée, mais un échantillon plus grand aurait donné plus de certitude. Par exemple, si une erreur existait dans les transactions non testées, elle aurait pu passer inaperçue. Ce problème vient du fait que l'ISA 530 laisse les auditeurs décider de la taille de l'échantillon, ce qui peut être difficile à bien faire. Pour résoudre ça, les auditeurs pourraient tester plus d'écritures ou utiliser des outils pour vérifier plus de données rapidement.

➤ **Les calculs compliqués**

L'ISA 530 demande de faire des calculs afin de déterminer le nombre d'écriture à vérifier. Même avec l'aide de EY Logiciel, qui facilite les calculs, il est essentiel que les auditeurs sachent interpréter correctement les résultats obtenus. En cas d'erreur d'analyse, un échantillon inapproprié pourrait être sélectionné, compromettant ainsi la fiabilité de l'audit. Pour éliminer ce risque, il serait pertinent de renforcer la formation des auditeurs sur la compréhension de ces calculs, ou encore d'améliorer et de simplifier l'utilisation des outils numériques comme EY Logiciel.

➤ **Le temps et l'argent nécessaires**

Faire un audit conformément à la norme ISA 530 demande du temps et des coûts, même lorsque seulement 15 écritures ont été testées. Les auditeurs doivent planifier la sélection de l'échantillon, vérifier les documents, puis classer les résultats dans un dossier de travail. Si l'outil EY Logiciel a permis d'accélérer certaines étapes, la vérification manuelle de chaque écriture reste difficile et demande un temps important. Pour une entreprise comme TechSolutions Ltd., qui enregistre environ 25 000 transactions, même un petit échantillon peut ralentir considérablement le processus d'audit, surtout lorsque les délais sont courts. Une solution envisageable serait d'utiliser des outils capables de vérifier toutes les transactions simultanément, mais cela coûterait plus cher au départ. Les auditeurs pourraient aussi mieux organiser leur travail afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de l'audit.

➤ **Trop compter sur la technologie**

EY Logiciel a beaucoup aidé dans la sélection des 15 écritures et dans l'organisation des résultats. Cependant, une dépendance excessive à cet outil peut poser problème. Par exemple, bien que l'outil ait procédé à la sélection des écritures, les auditeurs ont dû vérifier eux-mêmes d'une façon manuelle la conformité des données. Se fier uniquement à l'outil, pourrait entraîner la non-détection de certains problèmes non apparents dans les chiffres, tels qu'une erreur dans la façon dont l'entreprise enregistre ses ventes. De plus, lorsque les données de l'entreprise ne sont pas bien rangées et organisées, l'efficacité de l'outil est réduite. Pour éviter ceci, les auditeurs devraient toujours vérifier les résultats obtenus à la base de leur expérience et discuter avec l'entreprise pour mieux comprendre la nature des données.

➤ **Des données pas toujours claires**

Les données de TechSolutions Ltd. n'étaient pas toujours bien organisées de manière optimale. Par exemple, certaines transactions étaient mal classées, ce qui a compliqué la sélection des 15 écritures à vérifier. Les auditeurs ont dû consacrer du temps supplémentaire à trier et organiser les données avant de commencer leurs vérifications. Une mauvaise organisation des données peut réduire la fiabilité de l'audit, en augmentant le risque de sélectionner des écritures non représentatives. Pour remédier à cette situation, les entreprises devraient adopter une meilleure gestion de leurs données organiser leurs chiffres, et les auditeurs pourraient utiliser des outils permettant de détecter et de corriger les incohérences ou les erreurs dans les données avant d'entamer la procédure d'échantillonnage et commencer l'opération de l'audit.

Conclusion du chapitre 2:

Ce chapitre a examiné l'impact de la norme ISA 530 sur les audits légaux à travers les pratiques d'un grand cabinet comme EY et une étude de cas fictive d'une entreprise technologique. Les analyses montrent que l'ISA 530 améliore la fiabilité des conclusions, l'efficacité des travaux et la clarté de la documentation, renforçant ainsi la qualité des audits.

L'analyse des différentes étapes de l'audit réalisé chez TechSolutions Ltd., fondé sur la norme ISA 530, a permis de mettre en lumière plusieurs anomalies et limites, malgré l'absence d'erreurs détectées dans l'échantillon testé. La taille réduite de l'échantillon, la dépendance partielle à l'outil EY Logiciel, ainsi que l'organisation insuffisante des données de l'entreprise ont complexifié la mission. Ces éléments montrent que, pour garantir un audit fiable, il est essentiel de bien structurer les données, de ne pas se reposer uniquement sur les outils numériques et de renforcer les compétences des auditeurs dans l'analyse statistique et le jugement professionnel.

Conclusion Générale

Conclusion générale:

Notre travail de recherche a cherché à répondre à la problématique suivante : **«L'application de la norme ISA 530 permet-elle de garantir une meilleure détection des anomalies significatives dans un audit légal ? »**. Pour ce faire, nous avons scindé notre travail en deux parties; une approche théorique, développée dans le premier chapitre, et une approche pratique, illustrée par une étude de cas fictive au sein de l'entreprise TechSolutions Ltd.

Le premier chapitre a exploré les notions fondamentales de l'audit légal, les normes internationales d'audit (ISA) établies par l'IAASB, et plus spécifiquement la norme ISA 530 relative à l'échantillonnage en audit. Nous avons analysé les concepts de fiabilité et d'efficacité dans l'audit légal, ainsi que les outils nécessaires pour appliquer l'échantillonnage de manière rigoureuse. Cette analyse a souligné l'importance de la norme ISA 530 dans la collecte de preuves d'audit objectives et suffisantes pour détecter les anomalies significatives, tout en respectant les exigences de conformité et de qualité.

Le second chapitre, à travers l'étude de cas fictive de TechSolutions Ltd., a permis d'appliquer ces concepts théoriques à une situation concrète. Cette étude a révélé des défis liés à l'application de la norme ISA 530, notamment la nécessité d'une planification rigoureuse de l'échantillonnage, la gestion des risques d'audit, et l'adaptation des méthodes aux particularités financières de l'entreprise. Les résultats ont montré que l'utilisation de la norme ISA 530, combinée à des outils numériques, améliore la détection des anomalies significatives, bien que des contraintes techniques et des échantillons réduits puissent limiter son impact.

La méthodologie adoptée repose sur une étude de cas fictive, choisie en raison de l'absence de données réelles disponibles et des enjeux de confidentialité inhérents aux audits réalisés au sein de cabinets comme EY. Cette approche fictive limite la généralisation des résultats à des contextes réels, car elle ne reflète pas pleinement les complexités opérationnelles et organisationnelles des entreprises. De plus, l'étude descriptive, bien qu'efficace pour analyser l'application de la norme ISA 530, ne permet pas d'explorer en profondeur les variations contextuelles entre différents secteurs ou tailles d'entreprises. Enfin, la dépendance aux outils numériques peut introduire des biais si leur intégration n'est pas homogène.

À l'issue de cette étude, plusieurs conclusions peuvent être tirées :

- L'audit légal est un processus méthodique, indépendant et documenté, utilisé pour obtenir et évaluer des preuves objectives afin de déterminer la conformité des états financiers aux critères d'audit ;
- La norme ISA 530 structure l'échantillonnage des données, renforçant la fiabilité des audits légaux, ce qui valide notre première hypothèse ;
- L'utilisation d'outils numériques, tels qu'EY Logiciel, améliore l'efficacité de l'application de la norme ISA 530 en optimisant l'analyse des données et la détection des anomalies, confirmant ainsi notre deuxième hypothèse ;
- Un échantillon réduit ou des contraintes techniques, comme un accès limité aux données ou des ressources insuffisantes, peuvent limiter l'impact de la norme ISA 530, validant partiellement notre troisième hypothèse ;
- Les indicateurs clés , tels que le taux de couverture des tests d'échantillonnage et le temps de traitement des données, fournissent des informations précieuses pour surveiller l'efficacité de l'audit, mais doivent être complétés par des analyses qualitatives, comme des retours des parties prenantes, pour une évaluation exhaustive ;
- Chez TechSolutions Ltd., la fonction d'audit légal est confrontée à des défis, notamment des délais prolongés dans l'exécution des tests d'échantillonnage et des contraintes techniques liées à l'intégration des outils numériques.

Test d'hypothèses :

Hypothèse 1 : La norme ISA 530 améliore la fiabilité des audits légaux en structurant l'échantillonnage des données.

✓ Les résultats de l'étude montrent que l'adoption de la norme ISA 530 permet une structuration rigoureuse de l'échantillonnage, garantissant une meilleure fiabilité des conclusions d'audit et une détection plus précise des anomalies significatives, **confirmant ainsi notre première hypothèse.**

Hypothèse 2 : L'utilisation d'outils numériques, comme EY Helix, renforce l'efficacité de l'ISA 530 dans les audits.

✓ Les résultats obtenus démontrent que les outils numériques, tels qu'EY Helix, optimisent l'application de la norme ISA 530 en facilitant l'analyse des données et en réduisant le temps nécessaire à la détection des anomalies, **validant ainsi notre deuxième hypothèse.**

Hypothèse 3 : Un échantillon réduit ou des contraintes techniques peuvent limiter l'impact de l'ISA 530.

✓ Les résultats de l'étude confirment que des échantillons réduits ou des contraintes techniques, comme des limitations dans l'accès aux données, peuvent freiner l'efficacité de la norme ISA 530. Cependant, l'étude de cas montre que ces limitations peuvent être surmontées par une planification adaptée et l'utilisation d'outils numériques, **confirmant partiellement notre troisième hypothèse.**

Sur la base de ces conclusions, nous proposons les recommandations suivantes pour optimiser l'application de la norme ISA 530 dans l'audit légal :

1. Renforcer la formation des auditeurs sur la norme ISA 530;
2. Intégrer systématiquement des outils numériques avancés ;
3. Améliorer la planification de l'échantillonnage ;
4. Adresser les contraintes organisationnelles et techniques ;
5. Promouvoir une culture de conformité aux normes ISA.

Réponse finale à la problématique

L'application de la norme ISA 530 constitue un levier important pour améliorer la détection des anomalies significatives dans un audit légal, à condition que les données soient fiables, les outils numériques correctement utilisés, et que les auditeurs exercent un jugement professionnel rigoureux. Bien qu'elle ne garantisse pas une détection parfaite, elle augmente significativement la probabilité d'identifier les anomalies, renforçant ainsi la fiabilité et l'efficacité des audits légaux.

Comme notre étude présente des limites nous proposons quelques thèmes aux futures étudiants et chercheur :

- Optimisation de l'échantillonnage par stratification à l'ère des données massives.
- Digitalisation et automatisation de la gestion documentaire en audit.

Bibliographie :

Ouvrages :

1. lejeune g. et emmerich j.p., *audit et commissariat aux comptes*, éditions gualino, 1re édition, paris, 2014, p. 15-17
2. lionnel , collins ,gerrard , valin “audit et contrôle interne”, dalloz , paris
3. benaicha, k, *audit financier : approche théorique et pratique*. alger,2017, office des publications universitaires (opu),p2.
4. manuel des normes audit légal et contractuel , principes generaux et responsabilites , janvier 2011, p 26
5. onecca ,guide pratique d’application des normes professionnelles dans l’espace ohada – tome 1,2019 ,p. 12-14.

Article :

1. m.zaafrane, l’efficacité du commissariat aux comptes en vertu de l’application des normes isa(international standards on auditing) cas des commissaires aux comptes algériens , revue finance et marche , universite de mostaganem , p100
2. international auditing and assurance standards board. (2022). handbook of international quality control, auditing, review, other assurance, and related services pronouncements (vol. i). iaasb
3. international federation of accountants (ifac). (2020). the importance of high-quality audits. ifac
4. institut des réviseurs d’entreprises. (2012). isa 240 – responsabilités de l’auditeur concernant la fraude lors d’un audit d’états financiers (p. 3-5
5. institut des réviseurs d’entreprises. (2012). isa 240 – responsabilités de l’auditeur concernant la fraude lors d’un audit d’états financiers p21
6. abdullahi, s. y., & kigozi, c. b.). the role and challenges of international standards on auditing in diverse economic contexts , 2022, p. 4-6.
7. tchankam, j. p. problems and prospects of isa implementation (p. 5). revista espacios, 38(6), article 28,2017, p5.
8. cnac ,solutions possibles en matière de normalisation pour les audits d’entités peu complexes ,canada, 2021

Thèses et mémoires :

1. s.debbache , n.bellizim , evaluation des risques d'audit par l'auditeur legal cycle immobilisations corporelles , mémoire de master en sciences financières, esgen , kolea , juin 2023 , p 4
2. lattari samir, ouali lamine , l'audit légal des états financiers cas d'une société de production, mémoire de master en sciences financières, universite mouloud mammeri , tizi-ouzou , 2014,p11
3. so.lattri , la.ouali , l'audit légal des états financiers cas d'une société de production , mémoire de master en sciences commerciales, universite mouloud mammeri , tizi-ouzou , 2014-2015, p9
4. h.hora , s. lahmar , etude du rôle de l'auditeur légal dans la gouvernance de l'entreprise , mémoire de master en sciences financières et comptabilité , universite mouloud mammeri , tizi-ouzou, 2017,p 16
5. y.djekidel ,l'audit légal en algérie : un développement vers l'adoption d'un référentiel national d'audit , in revu recherches économiques et managériales vol: 13, n°:01,2019,p45 .
6. m. favier , l'audit légal un outil qualité et de pilotage de la performance des entités , gestion et management, 2013, p14 .
7. bellizim niha d mme mme zehira amellal, debbach salima, evaluation des risques d'audit par l'auditeur legal cycle immobilisations corporelles, mémoire de master en sciences financières,esgen,kolea,2023,p7
8. youcef belguet , rapprochement entre la pratique de l'audit l'egal et les. normes algeriennes d'audit (naa) en algerie, these de doctorat , esc, 2018 , p543
9. mlle saad djaballah , le management de qualité au sein des cabinet ,mémoire de master, esgen,2022 , p50

Texte réglementaire :

1. ministère des finances. (2010). règlement n°10-01 du 29 décembre 2010 relatif aux missions et aux règles déontologiques applicables aux commissaires aux comptes.

journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, n°2, 9 janvier 2011

2. alinéa 1 de l'article 23 de la loi n° 10-01 du 16 rajab 1431 correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.
3. l'article 715 du code du commerce algérien

Normes

1. iaasb, norme internationale d'audit 330 isa 530 , p8
2. international auditing and assurance standards board. (2009). isa 500 – éléments probants. in normes internationales d'audit. p. 491–495
3. international auditing and assurance standards board. (2022e). *isa 700* – formation d'une opinion et rédaction du rapport d'audit sur les états financiers (p. 318).

Les sites web :

1. <https://www.iiamaroc.org/definition-de-laudit-interne/> , consulte le 14/05/2025 a 18:48
2. https://www.ibr-ire.be/docs/default-source/fr/documents/reglementation-et-publications/normes-et-recommandations/isa/isa-nouvelles-et-revisees/isa-nouvelles-et-revisees-2017/isa-200_fr_2023.pdf?sfvrsn=d08485db_3 consulte le 14 /05/2025 a 17:55
3. <https://www.ifac.org/publications/exposure-draft-proposed-international-standard-auditing-financial-statements-less-complex-entities> , consulte le 14/05/2025 a 17:35

Table des matières

Sommaire :	4
<i>Dédicace</i>	V
Remerciements.....	VI
Liste des figures	VII
Liste des Tableaux	VIII
Liste des abréviations.....	IX
Résumé.....	X
Introduction générale	1
Chapitre 1:	5
Cadre conceptuel des normes ISA et de l’audit légal	5
Introduction du chapitre 1:	6
Section 01: L’audit légal : Définition et principes fondamentaux:.....	7
1. Généralité sur l’audit légal:.....	7
1.1 Historique de l’audit :	7
1.2. Définition de l’audit:.....	9
1.3. Les types d’audit :	11
1.4 Cadre conceptuel de l’Audit légal en Algérie :	14
2. Le rôle de l’auditeur légal et responsabilités.....	19
2.1 définition de l’auditeur légal :	19
2.2 Les missions de l’auditeur légal (commissaire aux comptes) :	19
2.3 Les responsabilités du commissaire aux comptes :	21
2.4 Le rôle de l’auditeur légal :	23
3. Les principes fondamentaux :	25
3.1 L’Intégrité :	25
3.2 Le Professionnalisme :	26
3.3 Indépendance :	26
Section 02: Cadre conceptuel des normes ISA:	28

1. Generalite sur les normes ISA	28
1.1. Définition des normes ISA:.....	28
1.2 Les objectifs des normes ISA :	29
1.3 La place des normes ISA dans le processus global de l’audit légal :	33
1.4 L’impact des normes ISA sur l’audit légal.....	33
1.5 Concept clés :	34
2. Les approches d’audit	36
2.1 L’évaluation des risques : Identification, classification et hiérarchisation	36
2.2 L’analyse du contrôle interne : Un levier de maîtrise des risques :	37
2.3 Les procédures substantives : Obtenir des preuves d’audit suffisantes et appropriées :	38
3. Présentation de la norme ISA 530:.....	38
3.1 Définition des concepts clés de la norme ISA 530	39
3.2 Champ d’application de la norme ISA 530 :	39
Section 03: Articulation entre les normes ISA et l’audit légal:	41
1. Articulation entre les normes ISA et l’audit légal :	41
2. Interactions de la norme ISA 530 avec les autres normes dans le processus d’audit légal :.....	41
3. Contribution de l’ISA 530 à l’efficacité et à la pertinence du processus d’audit :	43
4. Limites et défis liés à l’application des normes ISA dans l’audit légal :	44
Chapitre2:	49
Analyse de l’impact de la norme ISA 530 sur la conduite d’un audit légal	49
Introduction au chapitre 2	50
Section 01 : Présentation de EY (Ernest and Young).....	51
1. Historique de EY (ERNST & YOUNG):.....	51
2. Présentations de EY :	53
2.1 Présentation de EY International :	53
2.2 Présentation de EY Algérie :	55
3. Service du cabinet EY :	55
3.1 Pôle administratif et financier:.....	55
3.2 Pole comptabilité ACR:	56
3.4 Le Pôle Fiscalité (FSO) :	56
3.5 Service d’audit :	56
3.6 Département de la Fiscalité et de la Lutte contre la Fraude :	57

3.Présentations de Tech solution Ltd :.....	58
Section 02 : Impact de la norme ISA 530 sur un audit légal :	60
1.Amélioration de la fiabilité des conclusions :	60
2.Principes et Méthodologie de l'Échantillonnage selon l'ISA 530 :.....	61
3.Contribution de l'ISA 530 à la Fiabilité des Conclusions d'Audit:.....	65
4.Applications Pratiques de l'ISA 530 dans l'Audit Légal des États Financiers :	66
5.Gestion des anomalies détectées :	67
5.1 Principes de gestion des anomalies selon l'ISA 530 :	68
5.2 Contribution à la qualité de l'audit légal:.....	68
5.3 Documentation des procédures d'échantillonnage:.....	69
5.4 Principes de la documentation selon l'ISA 530:	70
5.5 Contribution de la documentation à la qualité de l'audit légal :	70
Section 03: Étude de cas et analyse pratique:.....	72
1. Cadre théorique :.....	72
2. Méthodologie de la recherche :.....	72
3.Présentation d'une démarche d'audit légal réalisée selon l'ISA 530 :.....	74
3.1Planification :	74
3.2 Sélection :	76
3.3 Tests :	77
3.4 Gestion de l'anomalie :	77
3.5 Documentation :	77
4. Discussion et interprétation des résultats:	77
5. Limites rencontrées dans l'application de l'ISA 530 :	79
Conclusion Générale	82
Bibliographie :.....	86